

## RAFFINAGE ET PÉTROCHIMIE

# L'Algérie plaide pour une intégration industrielle africaine

*L'Algérie réaffirme son ambition de transformer le paysage énergétique africain en misant sur l'intégration et la valorisation locale. Une rencontre stratégique s'est tenue dimanche à Alger entre Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, et Anibor Kragha, secrétaire exécutif de l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA), pour tracer les contours d'une coopération renforcée dans l'aval pétrolier.* P 3

## UNIVERSITÉ MENTOURI DE CONSTANTINE- ACTEURS SOCIO- ÉCONOMIQUES

### Signature de sept conventions de partenariat

Sept (7) conventions de partenariat ont été signées dimanche entre le bureau de liaison Entreprises-Université (BLEU) relevant de l'université Frères Mentouri (Constantine1) et des entreprises et instances à caractères public et privé, dans le cadre du renforcement des liens entre cet établissement d'enseignement supérieur et son environnement socio-économique. P 2

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

### La production locale gagne du terrain

L'industrie pharmaceutique algérienne poursuit sa consolidation et confirme son rôle croissant au sein du marché pharmaceutique du Moyen-Orient et de l'Afrique (MEA), selon le dernier rapport d'IQVIA consacré aux performances du secteur dans la région à fin 2025. P 2

## ALGÉRIE-NIGER

### La diplomatie économique au service de la stabilité saharo-saharienne

Dans une conjoncture mondiale marquée par la recomposition des cartes géopolitiques et géoéconomiques, l'Algérie et le Niger amorcent un virage stratégique décisif. Invitée sur les ondes de la Chaîne III, l'expertise nationale décrypte les mécanismes d'un partenariat bilatéral repensé, où l'infrastructure et la coopération industrielle s'imposent comme les véritables remparts contre l'instabilité régionale. P 4



ESI DE SIDI BEL-ABDES

**Le grand prix du concours  
 "Huawei" consacre le  
 leadership de l'université  
 algérienne** P 4

PRODUCTION PÉTROLIÈRE ALGÉRIENNE

**6 000 barils/jour  
 supplémentaires en juillet** P 3

SÉTIF

**Octroi de 32 autorisations  
 d'exploitation  
 exceptionnelles à des  
 investisseurs** P 6

UNIVERSITÉ MENTOURI DE CONSTANTINE- ACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

**Signature de sept conventions de partenariat**

Sept (7) conventions de partenariat ont été signées dimanche entre le bureau de liaison Entreprises-Université (BLEU) relevant de l'université Frères Mentouri (Constantine 1) et des entreprises et instances à caractères public et privé, dans le cadre du renforcement des liens entre cet établissement d'enseignement supérieur et son environnement socio-économique. Cette nouvelle démarche vise à favoriser l'adéquation entre les formations universitaires et les besoins du marché du travail, faciliter l'insertion professionnelle des étudiants et des diplômés, encourager la collaboration dans les domaines de la recherche scientifique, de l'innovation, a précisé à l'APS la responsable du "BLEU", Dr Dahbia Ines Dahmani, en marge de l'organisation de trois (3) ateliers pratiques sur les techniques d'employabilité. L'objectif de ces conventions entre des instances et établissements versés dans les domaines économique, commercial et industriel à l'instar de l'union nationale des industriels, producteurs et transformateurs (UNIPT) et la chambre régionale des notaires de la zone Est du pays, est d'accompagner les étudiants porteurs de projets et promouvoir l'entrepreneuriat universitaire, valoriser les résultats de la recherche scientifique au service du développement économique et social et organiser conjointement des manifestations scientifiques, techniques et professionnelles, a-t-elle expliqué. Initiés en coordination avec l'antenne de wilaya de l'emploi, les trois (3) ateliers pratiques intitulés "conception du curriculum vitae CV", "lettre de motivation" et "simulation d'entretien d'embauche" ont ciblé 80 étudiants de fin de cycle universitaire, de différentes spécialités dont la biologie, les sciences de la technologie et le droit et sciences politiques, a-t-elle indiqué. L'objectif d'organiser ces ateliers est d'aider les jeunes en leur proposant des informations sur le monde de l'entreprise et en les familiarisant aux techniques de recherche d'emploi et d'écriture d'un CV, la préparation à l'entretien d'embauche en plus de la présentation des méthodes de création et de gestion d'une micro entreprise, a affirmé de son côté, Imad Heni, cadre et formateur de l'antenne de wilaya de l'emploi.

R E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**La production locale gagne du terrain**

L'industrie pharmaceutique algérienne poursuit sa consolidation et confirme son rôle croissant au sein du marché pharmaceutique du Moyen-Orient et de l'Afrique (MEA), selon le dernier rapport d'IQVIA consacré aux performances du secteur dans la région à fin 2025.

Par Zahir R.

En chiffres, le marché pharmaceutique algérien a atteint une valeur de 2,78 milliards de dollars à fin 2025, confirmant sa place parmi les principaux marchés pharmaceutiques du continent africain et du monde arabe. Les ventes du canal de détail (retail) ont enregistré une croissance de 2,03 % sur une année, témoignant de la résilience du secteur malgré un environnement économique international complexe. Cette performance a permis à l'Algérie de conserver une position stratégique dans le paysage pharmaceutique régional, aux côtés de marchés majeurs comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Afrique du Sud. L'un des enseignements les plus significatifs du rapport concerne la progression continue des producteurs nationaux. Le rapport d'IQVIA souligne que la croissance du marché algérien est principalement portée par les acteurs locaux et régionaux, dont les ventes ont progressé de 7,18 % sur une année. Cette évolution reflète les résultats des politiques publiques mises en œuvre ces dernières années pour encourager l'investissement dans la fabrication locale de médicaments, favoriser les transferts de technologie et développer les capacités nationales de production. Les données du rapport montrent d'ailleurs que

les entreprises locales et régionales représentent désormais 68 % du marché pharmaceutique algérien en valeur, contre 32 % pour les multinationales. Cette répartition confirme ainsi l'émergence d'un tissu industriel national capable de répondre à une part croissante des besoins du marché intérieur. L'analyse réalisée par IQVIA met en évidence la diversification progressive de l'offre pharmaceutique produite et commercialisée en Algérie. Les traitements antihypertenseurs demeurent la principale catégorie thérapeutique du marché national avec une croissance de 3,5 %, suivis par les insulines et analogues destinés à la prise en charge du diabète. Le segment des antipsychotiques affiche, quant à lui, la croissance la plus rapide parmi les dix principales classes thérapeutiques, avec une progression de 9,2 %. Ces résultats illustrent l'adaptation de l'industrie pharmaceutique nationale aux évolutions épidémiologiques du pays, marquées par une augmentation des maladies chroniques et des besoins en traitements spécialisés. Le rapport relève également la montée en puissance des laboratoires implantés en Algérie. Le groupe MS Pharma figure en tête des entreprises opérant sur le marché national avec une part de marché de 7,14 %. Parallèlement, Biocare Biotech SP apparaît comme l'entreprise enregistrant la croissance la plus rapide parmi les dix premiers acteurs du secteur, avec une pro-

gression remarquable de 36,5 %. Cette dynamique traduit l'émergence d'un écosystème pharmaceutique plus compétitif, capable de développer de nouveaux produits et de renforcer sa présence dans différentes aires thérapeutiques. Les performances de l'Algérie interviennent dans un contexte de forte croissance du marché pharmaceutique régional. Selon IQVIA, le marché du Moyen-Orient et de l'Afrique a atteint 41,7 milliards de dollars en 2025, en hausse de 13,6 % sur une année. Les entreprises locales et régionales y enregistrent une progression de près de 20 %, soit un rythme supérieur à celui des multinationales. Les indicateurs publiés par IQVIA confortent ainsi les ambitions affichées par l'Algérie de devenir un pôle pharmaceutique régional. L'augmentation de la part des producteurs locaux, la diversification des segments thérapeutiques couverts et la progression de plusieurs laboratoires nationaux témoignent des transformations engagées ces dernières années. À travers la multiplication des unités de production, l'encouragement des partenariats industriels et le développement des capacités de fabrication de médicaments à forte valeur ajoutée, l'Algérie poursuit son objectif de renforcer sa sécurité sanitaire tout en se positionnant progressivement comme une plateforme pharmaceutique de référence en Afrique et dans le monde arabe.

**SALON DE LA PHARMACIE "ALPHARMA" La 5<sup>e</sup> édition du 25 au 27 juin à Annaba**

La 5e édition du Salon de la pharmacie "Alpharma" se tiendra du 25 au 27 juin à Annaba, avec la participation de plus de 80 exposants, indique un communiqué des organisateurs, qui s'attendent à plus de 4.000 visiteurs venus découvrir les dernières avancées technologiques et scientifiques du secteur. Placée sous le parrainage du ministre de la Pro-

duction pharmaceutique et du wali d'Annaba, cette manifestation réunira des laboratoires pharmaceutiques, des distributeurs ainsi qu'un large éventail d'acteurs de la chaîne de valeur pharmaceutique, outre de nombreux intervenants institutionnels, notamment le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (CNOP) et des associations professionnelles, précise

la même source. Le salon sera ponctué par l'organisation de plus de 20 conférences et symposiums animés par des experts et spécialistes reconnus du secteur pharmaceutique, ainsi que de plus de 10 workshops spécialisés au profit des pharmaciens, étudiants et jeunes professionnels, portant sur les dernières avancées réglementaires, technologiques et scienti-

fiques du domaine. Dans l'objectif de renforcer sa dimension africaine, des rencontres B2B seront organisées avec des ambassadeurs et des délégations africaines, afin de favoriser l'exportation des produits pharmaceutiques algériens et d'élargir les opportunités commerciales sur le continent, ajoute la même source.

R E.

**POUR PROFANATION DE L'EMBLÈME NATIONAL Fermeture immédiate de l'établissement hôtelier "The Legacy Luxury Hotel" à Alger**

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a annoncé, samedi dans un communiqué, la fermeture immédiate de l'établissement hôtelier "The Legacy Luxury Hotel" dans la commune d'Hydra (Alger), avec retrait de l'autorisation d'exploitation, pour atteinte aux symboles de l'Etat et profanation de l'emblème national. "Dans le souci de faire respecter les lois et la réglementation en vigueur dans la gestion des établissements hôteliers et sitôt informé de l'atteinte aux symboles de l'Etat et de la profanation de l'emblème national au niveau de l'établissement hôtelier dénommé +The Legacy Luxury Hotel+, dans la commune d'Hydra dans la wilaya d'Alger, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a engagé toutes les pro-

cédures relevant de ses prérogatives afin d'enquêter sur cet incident et d'en déterminer les circonstances". La ministre a ordonné à ses équipes de "se rendre immédiatement sur les lieux et de mettre en place une commission d'enquête, conduite par l'inspecteur général du ministère et la directrice du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Alger, afin de vérifier les faits et d'élaborer un rapport détaillé". Dans ce cadre, la ministre a tenu une réunion consacrée à l'examen des conclusions de l'enquête de terrain. Au cours de cette réunion, "les mesures idoines ont été prises, en veillant à la stricte application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur". A ce titre, "les procédures légales et administratives requises ont été engagées, en coordination avec les au-

torités de wilaya compétentes, notamment la fermeture immédiate et le retrait de l'autorisation d'exploitation". Dans ce contexte, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a réaffirmé "son engagement ferme à faire respecter les lois et les règlements encadrant l'activité hôtelière, et à ne tolérer aucun comportement ou agissement susceptible de porter atteinte aux symboles de l'Etat ou à enfreindre les obligations et la déontologie professionnelles imposées aux établissements hôteliers, qui sont tenus de respecter les lois, la réglementation et l'éthique professionnelle, sous peine de la stricte application des procédures légales en vigueur".

Agence

Quotidien économique

**Les Enjeux** Eco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

**Directeur de publication**  
Radji Zahir

**Siège social**  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## RAFFINAGE ET PÉTROCHIMIE

# L'Algérie plaide pour une intégration industrielle africaine

L'Algérie réaffirme son ambition de transformer le paysage énergétique africain en misant sur l'intégration et la valorisation locale. Une rencontre stratégique s'est tenue dimanche à Alger entre Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, et Anibor Kragha, secrétaire exécutif de l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA), pour tracer les contours d'une coopération renforcée dans l'aval pétrolier.

Par Selma R.

Les discussions ont ciblé les segments clés de la chaîne de valeur, à savoir le raffinage, la pétrochimie, le stockage et la distribution des produits pétroliers. Un accent particulier a été mis sur le gaz de pétrole liquéfié (GPL), considéré comme une énergie essentielle pour améliorer l'accès à l'énergie de millions de ménages africains, notamment dans les régions où les infrastructures électriques demeurent insuffisantes. Les deux parties ont également abordé les questions liées à la sécurité industrielle, au renforcement des normes environnementales ainsi qu'à l'amélioration des cadres réglementaires et juridiques devant accompagner le développement du secteur sur le continent. Cette rencontre intervient dans un contexte où de nombreux pays africains demeurent fortement dépendants des importations de produits pétroliers raffinés malgré l'abondance de leurs ressources en hydrocarbures. Une situation qui prive souvent les économies africaines d'une part importante de la valeur ajoutée générée par leurs ressources naturelles. C'est précisément cette problématique que l'Algérie souhaite contribuer à dépasser à travers une stratégie fondée sur le développement des capacités locales de transformation. Défendant une vision de souveraineté économique et de co-développement, Mohamed Arkab a insisté sur l'urgence pour l'Afrique de s'affranchir progressivement du modèle basé

sur l'exportation de matières premières brutes. « L'Afrique est appelée à passer d'une logique de rente à une logique de développement intégré, fondée sur la valorisation de ses ressources naturelles », a-t-il déclaré. Pour le ministre, l'industrialisation locale, le transfert de technologies et la création de chaînes de valeur nationales et régionales constituent les leviers indispensables pour générer davantage d'emplois, renforcer les capacités industrielles et soutenir une croissance plus inclusive. Afin d'illustrer cette approche, Mohamed Arkab a présenté l'expérience algérienne dans la gestion et la valorisation des hydrocarbures. Il a rappelé que cette stratégie repose sur le principe de souveraineté nationale sur les ressources, sur le rôle central des entreprises publiques, en particulier Sonatrach, ainsi que sur un cadre juridique visant à attirer les investissements tout en préservant les intérêts stratégiques de l'État. Il a également mis en avant les efforts engagés par l'Algérie pour développer ses capacités de raffinage, renforcer son industrie pétrochimique et accompagner la transition énergétique à travers une meilleure intégration des considérations environnementales.

### Le levier de la formation et de la coopération Sud-Sud

L'un des axes majeurs de cette vision repose sur le développement du capital humain. L'Algérie considère en effet que la réussite

des politiques industrielles et énergétiques passe avant tout par la formation des compétences et le partage du savoir-faire. Dans ce cadre, l'Institut Algérien du Pétrole (IAP) et l'Académie de management de Sonatrach ont été présentés comme des pôles d'excellence capables d'accueillir et de former les cadres africains dans les métiers du raffinage, de la pétrochimie, de la distribution et de la gestion des projets énergétiques. Cette démarche s'inscrit dans une logique de coopération Sud-Sud fondée sur le partenariat, la complémentarité et l'échange d'expériences. Alger affiche ainsi sa volonté de mettre son expertise au service des pays africains désireux de développer leurs propres industries de transformation et de renforcer leur sécurité énergétique. De son côté, Anibor Kragha a salué cette orientation, rappelant que l'accès à l'énergie demeure l'un des principaux défis du continent. Il a plaidé pour un renforcement de la solidarité africaine afin d'accélérer le développement des infrastructures énergétiques et de favoriser l'émergence d'un marché africain plus intégré. Fondée en 2006, l'ARDA, qui fédère les principaux acteurs de la chaîne d'approvisionnement pétrolière du continent, apparaît ainsi comme un partenaire stratégique pour concrétiser cette ambition commune de bâtir une industrie énergétique africaine plus performante, plus résiliente et davantage créatrice de valeur ajoutée.

## PRODUCTION PÉTROLIÈRE ALGÉRIENNE

### 6 000 barils/jour supplémentaires en juillet

L'Algérie poursuivra, en juillet prochain, l'ajustement progressif de sa production pétrolière dans le cadre des décisions adoptées par l'alliance OPEP+. Selon le tableau publié à l'issue de la réunion, le pays bénéficiera d'un relèvement de son quota de 6 000 barils par jour. Sa production de référence atteindra ainsi 995 000 barils quotidiens en juillet, contre 989 000 barils auparavant. Réunis par visioconférence ce dimanche, les sept pays engagés dans les réductions volontaires additionnelles de production, à savoir l'Arabie saoudite, la Russie, l'Irak, le Koweït, le Kazakhstan, l'Algérie et Oman, ont décidé d'augmenter collectivement leur production de 188 000 barils par jour à compter du mois de juillet. Cette décision s'inscrit dans le cadre du plan progressif de réintroduction sur le marché des volumes retirés volontairement depuis mai 2023. À cette période, huit pays de l'OPEP+ avaient convenu de réduire leur production de 1,65 million de barils par jour afin de soutenir les cours du brut et de préserver l'équilibre du marché mondial. Depuis, le processus de levée graduelle de ces restrictions a connu plusieurs ajustements en fonction de l'évolution de la demande et de la conjoncture économique internationale.

La hausse décidée pour juillet est identique à celle appliquée en juin, soit 188 000 barils par jour. Elle demeure toutefois inférieure aux augmentations de 206 000 barils enregistrées en avril et en mai. Cette diminution s'explique par le retrait officiel des Émirats arabes unis du groupe des pays participant à ces ajustements volontaires depuis le 1er mai 2026. Si cette augmentation traduit la volonté de l'alliance de poursuivre son retour progressif vers des niveaux de production plus élevés, son impact immédiat sur les marchés devrait rester limité. Les observateurs soulignent que les perturbations persistantes dans la région du Golfe continuent de peser sur les flux énergétiques mondiaux. Les tensions géopolitiques liées au conflit impliquant l'Iran et leurs répercussions sur la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz réduisent fortement la capacité des producteurs de la région à acheminer des volumes supplémentaires vers les marchés internationaux. Dans ce contexte, la décision de l'OPEP+ apparaît davantage comme un signal de confiance adressé aux marchés qu'une augmentation effective de l'offre disponible à court terme. Elle témoigne surtout de la capacité technique des pays producteurs à remettre rapidement sur le

marché des volumes additionnels dès que les conditions géopolitiques et logistiques le permettront. Dans leur communiqué, les sept pays ont réaffirmé leur attachement à la stabilité du marché pétrolier mondial. Ils ont souligné que le rythme de réintroduction des volumes précédemment retirés restera étroitement lié à l'évolution des fondamentaux du marché, notamment la croissance de la demande mondiale, le niveau des stocks commerciaux et les perspectives économiques internationales. Les participants ont également insisté sur la nécessité de conserver une flexibilité totale afin d'adapter leur stratégie aux évolutions de la conjoncture. Ils se sont ainsi réservé la possibilité d'accélérer, de suspendre ou même d'inverser le processus actuel si les conditions du marché l'exigent. Cette prudence s'appuie sur l'expérience récente de l'alliance. Entre avril et septembre 2025, les pays concernés étaient parvenus à réintroduire en seulement six mois une réduction volontaire de 2,2 millions de barils par jour décidée fin 2023, alors que le calendrier initial prévoyait une période de dix-huit mois.

Synthèse S. R.

### UNE PREMIÈRE DEPUIS DEUX ANS

## Le GNL algérien de retour aux Pays-Bas

Par S. R.

Le gaz naturel liquéfié (GNL) algérien fait son retour sur le marché néerlandais. L'Algérie a expédié en mai 2026 une cargaison de 68 000 tonnes vers les Pays-Bas, une première depuis deux ans. Cette livraison intervient dans un contexte marqué par la volonté d'Alger de renforcer sa présence sur les marchés internationaux et par les tensions persistantes affectant les flux énergétiques mondiaux. Cette cargaison revêt une importance particulière dans la mesure où les Pays-Bas figurent rarement parmi les destinations du GNL algérien, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Traditionnellement, le marché néerlandais s'approvisionne majoritairement auprès des États-Unis, qui demeurent son principal fournisseur. Les statistiques historiques montrent ainsi que les importations néerlandaises de GNL algérien n'ont atteint qu'environ 1,1 million de tonnes sur l'ensemble de la période allant de 2013 à mai 2026, soit un volume équivalent à ce que le pays peut importer en un seul mois. La dernière cargaison algérienne reçue par les Pays-Bas remontait à mai 2024, avec un volume de 76 000 tonnes. En règle générale, Amsterdam ne réceptionne qu'une ou deux cargaisons algériennes par an, ce qui confère à cette nouvelle expédition un caractère exceptionnel. Cette reprise des livraisons vers les Pays-Bas s'inscrit dans une dynamique plus large de redressement des exportations algériennes de GNL. Après avoir atteint 700 000 tonnes en avril 2026, les expéditions du pays ont progressé à 1,04 million de tonnes en mai, enregistrant une hausse significative d'un mois à l'autre. L'Europe demeure de loin le principal débouché du GNL algérien. En mai 2026, la France a conservé sa position de premier importateur avec 234 000 tonnes, malgré un recul de 9,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Elle devance la Turquie, qui a importé 203 000 tonnes, suivie de l'Espagne avec 200 000 tonnes. Cette dernière a renoué avec les achats de GNL algérien après plusieurs mois d'interruption, à l'exception d'une cargaison ponctuelle réceptionnée en mars dernier. L'Italie occupe la quatrième place avec 192 000 tonnes importées, tandis que la Croatie a réceptionné 76 000 tonnes. Les Pays-Bas se classent en sixième position avec 68 000 tonnes, devant le Royaume-Uni qui a importé 61 000 tonnes. Pour les observateurs du marché, cette cargaison témoigne de la capacité de l'Algérie à diversifier davantage ses débouchés européens et à saisir les opportunités créées par la reconfiguration des flux énergétiques mondiaux. Les Pays-Bas, qui jouent un rôle central dans le commerce et le négoce du gaz en Europe, constituent en effet une plateforme stratégique susceptible d'offrir une visibilité accrue au GNL algérien sur le continent. Alors que les marchés européens poursuivent leurs efforts de diversification des approvisionnements et que les incertitudes géopolitiques continuent d'influencer les échanges énergétiques internationaux, le retour du GNL algérien dans les terminaux néerlandais illustre la volonté d'Alger de consolider sa place parmi les fournisseurs fiables du marché européen.

MAGHREB LEASING  
ALGÉRIE  
Plus  
de 6 500 clients  
professionnels  
financés en vingt  
ans

Maghreb Leasing Algérie – MLA (SPA) célèbre cette année le 20e anniversaire de sa création, marquant ainsi deux décennies d'engagement, d'innovation et d'accompagnement des entreprises algériennes dans la concrétisation de leurs projets et le développement de leurs activités.

Depuis sa création, Maghreb Leasing Algérie - MLA s'est imposée comme un acteur de référence du financement en leasing en Algérie, mettant son expertise au service des professionnels, des PME/PMI, des grandes entreprises ainsi que des investisseurs sur l'ensemble du territoire national. Au cours de ces vingt années, MLA a contribué au financement de l'économie nationale à travers le déblocage de plus de 180 milliards de dinars, au bénéfice de plus de 6 500 clients professionnels financés à ce jour. Cette contribution s'est également traduite par le financement de plus de 41 000 équipements, directement liés au cœur d'activité des clients de MLA, participant ainsi au développement des PME/PMI en Algérie, à la création de richesse et à la dynamique de l'emploi à l'échelle nationale.

À travers ses réalisations, MLA a accompagné des milliers de projets dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, le transport, les travaux publics, la santé, les services et, en particulier, l'immobilier, contribuant activement à la dynamique économique nationale et à la création de valeur.

« Célébrer les 20 ans de MLA, c'est avant tout mettre à l'honneur vingt années d'engagement au service de l'économie, de l'entrepreneuriat et du développement durable. Notre ambition a toujours été d'accompagner les projets qui font avancer l'Algérie, tout en plaçant l'humain, la proximité et la responsabilité au cœur de notre mission », a déclaré Monsieur El Amine SENOUCI, Directeur Général de MLA.

Fidèle à ses valeurs de développement, de partenariat et d'excellence, MLA réaffirme son engagement à poursuivre son rôle d'entreprise citoyenne, proche des besoins de ses clients et pleinement investie dans le développement économique durable de l'Algérie.

R. E.

## ALGÉRIE-NIGER La diplomatie économique au service de la stabilité saharo-saharienne

Dans une conjoncture mondiale marquée par la recomposition des cartes géopolitiques et géoéconomiques, l'Algérie et le Niger amorcent un virage stratégique décisif. Invitée sur les ondes de la Chaîne III, l'expertise nationale décode les mécanismes d'un partenariat bilatéral repensé, où l'infrastructure et la coopération industrielle s'imposent comme les véritables remparts contre l'instabilité régionale.

Par Réda Hadi

La récente visite du président nigérien à Alger marque officiellement le retour à la normale entre les deux pays. Qualifiée de visite de « travail » et d'« amitié », cette rencontre de très haut niveau s'est distinguée par son approche éminemment technique et opérationnelle. Loin des simples formalités protocolaires, les discussions ont permis de poser les jalons d'une relation redynamisée, fondée sur le principe de la « fraternité », un vecteur indispensable à la reconstruction d'une confiance mutuelle durable.

Sur le plan multilatéral, ce réchauffement s'inscrit dans le strict respect des principes fondateurs de la diplomatie algérienne, hérités de la déclaration de 1954 : souveraineté nationale, intégrité territoriale et non-ingérence. Fait notable à l'ère moderne, cette notion de souveraineté a explicitement été étendue à l'espace digital. Face à la multiplication des cyberattaques et des menaces

malveillantes à travers le cyberspace, la sécurisation des données virtuelles est désormais jugée aussi cruciale que la protection des frontières physiques.

### Des pôles économiques frontaliers pour fixer les populations

Pour l'Algérie, la stabilité du Niger, qui constitue sa profondeur géographique naturelle, demeure une priorité absolue pour contenir les risques d'implosion dans la zone saharo-saharienne. Face à la prolifération des fléaux transfrontaliers (terrorisme, narcotrafic, flux migratoires clandestins et un stock estimé à un million d'armes en circulation dans la région), la réponse purement sécuritaire est jugée insuffisante. « Il n'y a pas 36 000 solutions : soit vous menez des actions sécuritaires et militaires — ce qui est inhumain —, soit vous développez des zones », résume l'expert géoéconomique.

L'Algérie déploie ainsi une stratégie inspirée de la "politique de conver-

gence" appliquée par l'Europe après la chute du mur de Berlin. Cinq zones économiques frontalières, dont une partagée avec le Niger, sont en cours de déploiement. Conçus comme de véritables « pôles économiques frontaliers », ces espaces industriels et commerciaux ont pour vocation de stimuler l'emploi local, de structurer le commerce légal et, par conséquent, de contenir la contrebande et les flux migratoires (dont 75% à 80% restent intra-africains). Les projets intègrent des actions ciblées telles que l'électrification des zones rurales frontalières et le développement de structures de formation professionnelle.

### Le TSGP : Le mégaprojet de l'émancipation africaine

Le pilier de cette diplomatie énergétique est sans conteste la relance immédiate du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) à travers le territoire nigérien, dont les travaux seront pris en charge par la compa-

gnie nationale Sonatrach juste après le mois de Ramadan.

Au-delà de l'aspect solidaire inhérent aux relations de bon voisinage, ce projet structurant obéit à une logique de rentabilité mutuelle. Le Niger bénéficiera de dividendes directs et de royalties (en nature ou financières), tandis que l'Algérie consolidera son rôle de hub et d'intermédiaire énergétique incontournable vers un marché européen en demande exponentielle. Cette démarche s'étend plus largement à une "diplomatie minière" à l'échelle du Sahel. À l'image des mémorandums signés avec le Burkina Faso, pays dont le secteur minier représente 15% du PIB et 75% des exportations, l'objectif est de sanctuariser une « aire d'intérêt commun ». En opposant un modèle de coopération partagée aux anciennes pratiques de "siphonage" des ressources naturelles par des puissances extrarégionales, l'axe Alger-Niamey pose les fondations d'une Afrique qui prend en charge ses propres défis et s'émancipe économiquement.

## ESI DE SIDI BEL-ABBES Le grand prix du concours "Huawei" consacre le leadership de l'université algérienne

Le recteur de l'université "Djillali Liabes" de Sidi Bel-Abbes, le Professeur Bouziane Merahi, a souligné que l'obtention par l'équipe algérienne, composée d'étudiants de l'École Supérieure en Informatique (ESI) de Sidi Bel-Abbes, du Grand prix du concours mondial "Huawei" des technologies de l'information et de la communication (TIC) organisé en Chine, est une preuve du leadership de l'université algérienne et de sa supériorité académique et technique, qui s'impose désormais dans les plus grands forums scientifiques internationaux.

"Cette réalisation historique dans le domaine de l'informatique (Computing) n'est pas le fruit du hasard. Elle vient couronner un parcours riche en formation qualitative de haut niveau, ainsi que les efforts exceptionnels déployés par les étudiants lauréats, à l'instar de Miliani Tariq, Benhiba Fodil et Chems Eddine Ikram, accompagnés de leur coach, Anis Messaoudi", a précisé, dans une déclaration à l'APS, le même responsable.

"Ils ont prouvé au monde que l'Algérie dispose des compétences et des qualifications nécessaires pour être à l'avant-garde de la scène technologique mondiale", a-t-il encore souligné. Le recteur de l'université a ajouté, dans le même contexte, que cette brillante performance reflète le saut qualitatif que connaît le système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Algérie. Celui-ci est passé d'une phase d'adaptation aux développements à une phase de leadership et d'impact dans des domaines vitaux et précis, tels que le développement d'algorithmes complexes, la conception de systèmes et la programmation dans les environnements informatiques.

Le Pr Merahi a également indiqué que le fait pour l'élite algérienne de décrocher la première place dans ce concours, en devançant les plus grandes universités et institutions internationales, traduit l'efficacité de la vision stratégique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce dernier veille à offrir un environnement stimulant pour l'innovation et conforme aux dernières normes mondiales, ce qui a permis de transformer les écoles et universités algériennes en un véritable vivier de compétences et en un moteur essentiel pour l'édification d'une économie numérique nationale forte, basée sur la connais-

sance et l'excellence.

Ce sacre historique est en parfaite adéquation avec l'ampleur de la rude concurrence qui a caractérisé la 10ème édition de cet événement technologique mondial. Les Algériens ont relevé un défi international de haut niveau face à plus de 220.000 étudiants et enseignants représentant plus de 2.000 universités issues de 100 pays. Le leadership algérien a toutefois imposé sa logique lors des phases finales qui ont réuni 200 équipes parmi l'élite des universités mondiales.

APS

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك لبوم 04 جوان 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Juin 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
	DA / Kg	أسعار التجزئة <sup>2</sup>			
		دج / كغ			
Légumes frais	Pomme de terre	71	81	61	البطاطا
	Tomate	87	103	72	الطماطم
	Oignon sec	84	95	74	البصل الجاف
	Ail sec	667	752	582	الثوم الجاف
	Ail vert	237	261	214	الثوم الأخضر
	Carotte	97	109	84	الجزر
	Navet	103	115	92	اللفت
	Petit pois	193	217	168	الجبانة
	Fève verte	98	107	89	الفاصولياء الخضراء
	Courgette	67	79	54	الكوسة
	Haricot vert	171	195	146	الفاصولياء الخضراء
Laitue	97	110	84	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	581	689	474	التفاح المحلي
	Datte	501	630	373	التمر
	Banane	489	508	471	الموز
	Melon	139	157	121	البطيخ الاصفر
Pastèque	88	104	73	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1983	2112	1854	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	376	386	365	الدجاج
	Ceufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	Per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1 398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2 510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2 070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

# Sécurité énergétique et intégration régionale en Afrique dans un contexte géopolitique mondial instable

4<sup>e</sup> partie et fin

Par : Abdelmadjid ATTAR (\*)

**L**a solution est dans la reconstruction d'une économie diversifiée, résiliente, productive de nouvelles richesses, surtout les matières premières à travers la valorisation des ressources existantes, restantes, ou nouvelles, à développer, exploiter, valoriser et mettre au service du pays à travers une transition multisectorielle, et une vision stratégique à long terme.

L'expérience algérienne démontre qu'un pays africain peut bâtir une véritable puissance énergétique nationale, mais elle montre également qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, la souveraineté énergétique seule ne suffit plus, et doit être accompagnée par de véritables conditions d'un développement durable et résilient :

- La diversification économique.
- La transformation industrielle.
- La transition énergétique.
- L'intégration locale et régionale

## 5- principaux défis d'intégration économique et énergétique en Afrique

Malgré son énorme potentiel en ressources naturelles très variées, énergétiques, minières, hydriques et agricoles, ainsi que des volontés politiques pourtant de plus en plus affichées par la majorité des pays, l'intégration africaine continue à faire face à de nombreux obstacles qui font que son commerce intra-africain ne représente actuellement que 15 à 17% du commerce total africain.

On peut citer parmi les défis auxquels il faut faire face ceux liés bien sûr à l'instabilité politique au niveau de plusieurs régions, mais aussi :

- La forte dépendance énergétique aux importations alors que l'Afrique dispose globalement d'un potentiel avéré en ressources énergétiques.
- La forte dépendance du secteur agricole aux intrants nécessaires à l'amélioration des productions agricoles, et par conséquent à la sécurité alimentaire d'une population en forte croissance.
- La prédominance de l'exportation de ces ressources au détriment d'une valorisation locale aussi bien en matière de génération d'énergie pour la consommation des populations que celle nécessaire au développement d'une économie productrice d'autres richesses, surtout agricoles.
- L'absence ou la faiblesse d'infrastructures, entraînant des coûts logistiques élevés et une limitation des échanges intra-africains.
- L'absence ou la faiblesse des investissements nécessaires pour faire face à tous ces défis, que le conflit actuel du Moyen Orient, et bien d'autres propres à l'Afrique, en aggravent à chaque fois les conséquences.

MODELE DE PRODUCTION-CONSOMMATION D'ENERGIE							
(Source : AFREC - AIE)							
	Afrique	Nord	Ouest	Australe	Centrale	Est	Observ. 2023/2010
RES. Pétrole	120 Md T	45%	32%	12%	7%	4%	
RES. Gaz	1800 Md M3	51%	35%	11%	2%	1%	
Production Pétrole	345 MT	43%	24%	19%	12%	2%	↓ -25%
Production Gaz	301 Md M3	66%	26%	4%	3%	1%	↑ +36%
Production Charbon	2,6 Md T	0%	0,22%	98,37%	0%	1,42%	Stable 0%
Production Electricité	14,3 M Tep	17%	17%	39%	11%	16%	↑ +50%
Produits Raffinés	113 MT	57%	9%	24%	5%	5%	Stable 0%
Consommat. Afrique	907 M Tep	24%	19%	27%	7%	23%	↑ +39%
Consommat. Pétrole & Prod. Petrol.	23%	33%	30%	14%	12%	10%	↑ +31%
Consommat. Gaz	19%	62%	12%	10%	2%	2%	↑ +100%
Consommat. Charbon	15,3%	0,5%	3%	50%	0,5%	1%	↑ +40%
Consommat. BioCarbur-Dechets	40%	1%	44%	20%	82%	82%	↑ +20%
Consommat. Hydroélectr.	1,6%	1%	8%	4%	3%	4%	↑ +100%
Consommat. ENR	0,5%	2,5%	3%	2%	0,5%	1%	↑ > 2000%
Exportations	418 M Tep	Pétrole 60%	Gaz 20%	Prod. Pétr. 11%	Charbon 8%	Electricité 1%	↓ -25%
Importations	195 M Tep	15%	5%	70% (2010=54%)	7%	2%	↑ +65%

Les mutations géopolitiques à l'échelle mondiale en ce début du 21<sup>e</sup> siècle, nécessitent plus que jamais l'accélération des grands axes d'intégration au sein de l'Afrique, afin de réduire sa dépendance aux importations de matières premières dont plusieurs sont en mesure d'être produites localement à travers la valorisation des ressources naturelles disponibles.

Parmi ces axes d'intégration, il faut citer :

### 5-1- La Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF)

Son objectif est de :

- Réduire la dépendance vis-à-vis des importations, et accélérer le développement local et l'intégration régionale vers un marché africain unique, sans barrières douanières pour environ 90% des produits.
- Réduire les coûts commerciaux intra-africains de 15 à 25%.
- Réduire les délais logistiques régionaux de 30 à 50%.

Le résultat actuel a atteint à peine 208 Md\$ d'échanges en 2024, mais est en plein croissance depuis 2023 (+7,7%).

### 5-2- les interconnexions énergétiques

On peut citer quelques exemples dans ce domaine :

- Le pool énergétique d'Afrique australe (SAPP/PEAA) autour d'une capa-

cité de production régionale d'environ 48 GW, et dont l'interconnexion des réseaux électriques d'une douzaine de pays permet de réduire les pénuries qui concernent environ 360 millions d'habitants. Les exemples les plus significatifs sont ceux de l'exportation d'hydroélectricité du Mozambique vers l'Afrique du Sud, et d'Éthiopie vers le Kenya.

- Le projet hydroélectrique Inga III en RDC est aussi un des plus grands barrages au monde, avec un potentiel de 40 GW, pouvant alimenter plusieurs pays d'Afrique Centrale et du Sud.
- Le projet « Mali Power Link », dont l'objectif est l'interconnexion du réseau électrique Mauritanien à celui du Mali via un corridor de 225 kV sur 184 Km, et plus tard tous les pays du Sahel pour sécuriser toute la région en matière d'approvisionnement électrique à l'horizon 2030, en particulier le secteur minier.

• L'interconnexion électrique et gazière entre les pays d'Afrique du Nord, en particulier entre l'Algérie et la Tunisie, qui fonctionne parfaitement actuellement entre les deux pays et parfois même jusqu'en Libye travers le réseau Tunisien.

- Les projets d'intégration et de partenariat énergétiques divers entre l'Algé-

rie et les pays du Sahel, dont on peut citer les projets de construction en cours de centrales électriques et de mise en bouteilles de GPL au Niger et au Tchad.

- Le projet « Trans Sahara Gas Pipeline » (TSGP), à travers le Nigeria, le Niger et l'Algérie, dont l'objectif est de permettre l'exportation de gaz vers l'Europe mais surtout d'en faire bénéficier la partie Nord du Nigeria, et le Niger avec une source énergétique qui permettra certainement un développement économique important dans toute la région.

### 5-3- Les corridors ferroviaires et logistiques

On peut citer aussi quelques exemples parmi eux :

- La route transsaharienne d'Algérie vers les pays du Sahel et d'Afrique Centrale qui est pratiquement terminée en Algérie et en poursuite vers les pays du Sahel d'une part et la Mauritanie d'autre part à partir de la ville frontalière de Tindouf. Cet important projet vient par ailleurs d'être accompagné par une importante décision algérienne relative à la future construction d'une ligne de chemin de fer reliant les ports algériens de Méditerranée à la ville de Tamanrasset, et par conséquent les régions Sahéliennes.

- La nouvelle ligne de chemin de fer inaugurée en 2025, reliant Tindouf à Béchar sur plus de 900 Km, et par conséquent le port d'Oran en Méditerranée, est aussi un autre axe d'intégration entre l'Algérie et l'Afrique de l'Ouest.

- Le corridor Abidjan-Lagos est un autre projet de 1000 Km qui devrait relier 5 pays importants (Cote d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin, et Nigeria) correspondant à 75% du commerce de la CE-DEAO.

### 6- Conclusion générale

L'Afrique dispose aujourd'hui de toutes les ressources naturelles, du potentiel humain, et des capacités géographiques, pour répondre à ses besoins économiques. Mais cette transformation ne pourra se réaliser sans :

- Vision stratégique de long terme
- Une intégration régionale accélérée
- Une gouvernance stable
- Une priorité donnée à la valorisation locale des ressources

Les crises géopolitiques en cours à l'échelle mondiale sont certes une menace mais aussi une opportunité pour construire une souveraineté durable à partir de la transformation locale et l'usage des ressources africaines.

(\*) Consultant indépendant (Energie, Eau, Mines & Environnement), Ancien PDG de Sonatrach-Ancien Ministre des Ressources en Eau-Et de l'Energie

## EL-MEGHAÏER Mesures anticipatives pour améliorer le réseau électrique durant l'été

Des mesures ont été prises par la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), dans la wilaya d'El-Meghaïer, dans le but d'améliorer le réseau d'électricité en prévision de la saison estivale, ont indiqué samedi les responsables de l'entreprise.

Ces mesures se déclinent, selon un plan ciblant la production et les réseaux de distribution, en deux volets, dont le premier prévoit la réalisation et la mise en service de nouvelles installations électriques, dont onze (11) transformateurs et de 12 km de lignes de basse tension, à travers la wilaya, a expliqué le directeur de la distribution de Sonelgaz, Said Lakremi. Le second volet du plan d'action porte sur l'entretien d'un réseau de 345 km de basse et moyenne tension et de 265 transformateurs électriques, a précisé le responsable, soulignant la mobilisation d'équipes spécialisées chargées du contrôle et d'intervention rapide en cas d'éventuelles perturbations. L'opération vise à assurer l'amélioration et la continuité de l'alimentation électrique pour la satisfaction de la demande accrue sur cette énergie en période estivale.

Elle reflète l'engagement de la Sonelgaz d'accompagner les efforts de développement socioéconomique et d'assurer un service public de qualité en vue de répondre aux attentes des citoyens et des besoins de développement durable.

La wilaya d'El-Meghaïer dispose d'un réseau électrique de distribution long de 2.495 km, donnant lieu à un taux de couverture de 97% de la wilaya, selon les données arrêtées à fin mai dernier.

APS

## SKIKDA

# Plus de 500 visiteurs au Salon international de l'innovation pharmaceutique

La première édition du Salon international de l'innovation pharmaceutique (PharmEst Rusica 2026), clôturée samedi à Skikda, a attiré 550 visiteurs professionnels des secteurs de l'industrie pharmaceutique et de la santé, selon les organisateurs.

Fayçal Taleb, responsable de l'entreprise organisatrice, a relevé que cette édition a attiré "un nombre considérable" de professionnels et opérateurs du secteur pharmaceutique. Cet événement a permis aux entreprises participantes de mettre en exergue leurs capacités productives, de présenter les récentes innovations de l'industrie pharmaceutique et d'équipements médicaux et de renforcer les échanges avec les opérateurs économiques du secteur de la santé, a précisé M. Taleb. Les exposants ont également salué la tenue de cette manifestation, estimant qu'elle "constitue une plateforme de présentation des capacités nationales dans le domaine de l'industrie et de l'innovation pharmaceutique, d'échange et de partenariats".

Ils ont également appelé à élargir lors des futures éditions la participation étrangère pour favoriser, ont-ils noté, l'orientation de l'entreprise algérienne vers l'exportation. Pour sa part, Amel Mezrar, directrice commerciale d'une entreprise privée de production d'équipements médicaux pour diabétiques, a indiqué à l'APS que ce Salon a permis de présenter les glucomètres produits par l'entreprise en partenariat avec un opérateur de la Corée du sud, faisant état d'orientation vers l'exportation de ces produits vers les marchés africains à compter de 2027. De son côté, Meriem Bouchen, propriétaire d'une marque de produits cosmétiques naturels, a indiqué que son entre-

prise œuvre à développer des produits naturels de soins pour la peau et les cheveux et à élargir sa gamme, affirmant des ambitions d'exportation vers les marchés africains et mondiaux.

Ce Salon de trois jours, organisé sous l'égide du ministère de l'Industrie pharmaceutique et de la wilaya de Skikda, a connu la participation de 28 exposants représentant des entreprises pharmaceutiques, des laboratoires et des établissements financiers qui ont exposé divers produits pharmaceutiques locaux ainsi que des produits fabriqués dans le cadre de partenariats avec des entreprises étrangères de Corée du sud, de la Chine et de la Turquie, rappelle-t-on.

APS

## SÉTIF

### Octroi de 32 autorisations d'exploitation exceptionnelles à des investisseurs

Pas moins de 32 nouvelles autorisations d'exploitation exceptionnelles ont été accordées à des investisseurs dans la wilaya de Sétif pour leur permettre de lancer leurs activités, a-t-on appris samedi auprès des services de wilaya. Cette opération qui se poursuit s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant la prise en charge des dossiers d'investissement et à favoriser le décollage économique à travers la levée des entraves techniques et administratives rencontrées par les investisseurs ainsi qu'à créer un climat d'affaires incitant et attractif".

Elle vient également s'ajouter à la série d'opérations engagées par les services de la wilaya pour régulariser les situations des investissements en suspens pour diverses causes et ce, en coordination avec tous les intervenants du secteur, selon la même source.

Parallèlement, l'octroi d'autorisations d'exploitation exceptionnelles à 17 projets d'investissement a été reporté jusqu'à la levée de certaines réserves techniques relevés, selon les mêmes services qui ont ajouté que "l'opération se poursuit par l'examen des différentes demandes et leur traitement".

APS

## BOUIRA

### Lancement des travaux de réhabilitation de routes dans trois communes

Trois projets de renforcement et de réhabilitation des routes ont été lancés samedi dans les communes d'Aghbalou, M'Chedallah et Saharidj (Est de la wilaya de Bouira), pour lesquels une enveloppe financière de plus de 730 millions de dinars a été octroyée, a-t-on appris auprès de la direction des Travaux publics. (DTP). Lors d'une visite de travail effectuée dans la commune montagneuse d'Aghbalou (Est de Bouira), la wali Houria Aggoune a donné le coup d'envoi des travaux de renforcement de la route nationale (RN) 15 reliant Ain Zebda (Bouira) à Tirourda (Tizi-Ouzou) sur une distance de 12 kilomètres, selon les détails fournis sur place par le directeur des Travaux publics, Nouredine Gasmi. Un montant de 380 millions DA a été alloué à ce projet qui devra être réalisé dans un délai de cinq (5) mois, a fait savoir M. Gasmi. Sur le site du projet, la wali de Bouira a donné des instructions aux entreprises réalisatrices pour qu'elles respectent les délais de réalisation du projet ainsi que la qualité des travaux afin d'assurer la sécurité des automobilistes.

Dans la commune voisine de M'Chedallah, Mme Aggoune a lancé les travaux d'entretien et de renforcement du chemin de wilaya (CW) 9 reliant la localité de Selloum à celle de Saharidj sur une distance de 5 kilomètres. Le montant alloué à cette opération est de l'ordre

de 60 millions de dinars et un délai de quatre (4) mois a été accordé à l'entreprise en charge des travaux pour qu'elle parachève ce projet, selon les détails fournis sur place. Un troisième projet a été lancé dans la commune de Saharidj consistant à renforcer la chaussée de la RN30 sur une distance de 7,4 km pour une enveloppe financière de l'ordre de 290 millions DA. Un délai de cinq (5) mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour finaliser le projet qui s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de développement de l'année 2026, a précisé le directeur local des Travaux publics.

APS

## TIARET

### Lancement de plusieurs projets de développement dans la commune de Medroussa

Les travaux de réalisation de quatre projets de développement dans les secteurs du sport, de l'urbanisme et de l'éducation, ont été lancés dans la commune de Medroussa (Tiaret), a-t-on appris, samedi, du chef de la daïra du même nom, Benabdallah Benariba. M. Benariba a indiqué que ces projets, inscrits au titre de l'exercice 2026, sont financés dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et social, ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), pour une enveloppe globale de 110,1 millions de dinars.

Dans ce cadre, un terrain de proximité doté d'une pelouse synthétique est en cours de réalisation au profit des habitants des logements évolutifs du centre de Medroussa. Cette infrastructure sportive bénéficiera à plus de 1.800 citoyens et constitue le troisième équipement sportif réalisés au profit des jeunes de la commune au cours des deux dernières années, a fait savoir le responsable local. Les travaux d'aménagement urbain ont également débuté dans l'agglomération secondaire d'El-Matmar Labiad, composée d'environ 130 habitations individuelles. Les travaux comprennent la réalisation et le revêtement des trottoirs, la généralisation de l'éclairage public, ainsi que le revêtement des routes en béton bitumineux. Les deux projets ont bénéficié d'un financement de 24,2 millions de dinars, selon la même source. Par ailleurs, dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et social, les travaux de réalisation d'une annexe communale ont été lancés dans la localité de "Aïn El-Guetta". Cette structure desservira les habitants du village, ainsi que ceux des localités de "El-Assaïlia" et "Sidi-Mahfoud", dont la population totale est estimée à 2.500 habitants. Elle profitera également aux usagers de la route nationale (RN14) qui longe cette zone.

Le coût de ce projet s'élève à 58,7 millions de dinars. L'école "Khetal-Abdelkader", située au centre-ville, bénéficiera quant à elle de la réalisation d'une cantine d'une capacité de 200 repas, qui devrait entrer en service au début de la prochaine année scolaire. Une enveloppe de 27,2 millions de dinars a été allouée à ce projet. L'établissement scolaire a également bénéficié, récemment, de l'installation du chauffage central, de la réhabilitation de sanitaires, ainsi que de l'aménagement de la cour de récréation, a souligné le même responsable.

APS

# Les cryptos au secours du dollar ? La doctrine cryptomercantiliste de l'administration Trump

1<sup>ère</sup> partie

Donald Trump a débuté son deuxième mandat à la présidence des Etats-Unis en créant un crypto-actif à son effigie, le \$Trump. Ce jeton numérique est devenu le symbole des multiples conflits d'intérêts que le nouveau président américain entretient avec le secteur des cryptomonnaies, dont il s'est fait le farouche promoteur. Au-delà de cette opération purement spéculative, la nouvelle administration Trump semble déterminée à faire des crypto-actifs privés l'instrument d'un renouveau du dollar à l'échelle internationale. Cette doctrine, qualifiée de cryptomercantilisme, répond entre autres au développement spectaculaire du yuan numérique chinois.

Par Frédéric Lemaire et Dominique Plihon

**L**e 17 janvier 2025, trois jours avant son investiture à la présidence des Etats-Unis, 200 millions de jetons numériques à l'effigie de Donald Trump étaient mises en vente sur une plateforme d'échange de cryptomonnaie par deux sociétés appartenant au futur président. La valeur totale des jetons numériques, dont le cours est passé de 6 dollars à 75 dollars en deux jours, a atteint brièvement près de 15 milliards de dollars... Avant de s'effondrer progressivement jusqu'à atteindre un cours de 7,5 dollars à la mi-avril. Certains investisseurs ont payé cher les soubresauts du cours du \$Trump, typiques de ce type de jetons spéculatifs. D'après une analyse commandée par le New York Times, pas moins de 813 000 portefeuilles auraient encaissé un total de 2 milliards de dollars de pertes[1]. Mais l'affaire n'a pas fait que des perdants : le Financial Times estime au moins à 350 millions de dollars les revenus générés par les commissions pour la vente des jetons numériques, au bénéfice des initiateurs du crypto-actif affiliés à la Trump Organization[2].

L'opération n'a pas manqué de susciter de fortes critiques. L'émission de \$Trump permet au président américain de s'enrichir personnellement en profitant de sa notoriété et de sa position de pouvoir : elle présente toutes les caractéristiques des escroqueries et manipulations de marché qui sont monnaie courante dans le secteur des crypto-actifs, exploitant leurs dynamiques spéculatives et les possibilités de manipuler les cours en l'absence de garde-fous[3].

Le \$Trump présente un autre avantage : il permet également de monnayer un accès privilégié au président américain. Le 23 avril, une offre était publiée sur le site officiel du crypto-actif : « dînez avec le président Trump », invitant les 220 plus grands détenteurs de \$Trump pour un dîner organisé le 22 mai autour du futur des cryptomonnaies dans son club privé à Potomac Falls, en grande banlieue de Washington[4]. Les 25 plus gros détenteurs ont quant à eux bénéficié d'une réception en petit comité[5]. Cette annonce a provoqué un rebond du cours du \$Trump de l'ordre de 50% dans les jours qui l'ont suivi.

Cette manière sans complexe de monnayer l'influence avait déjà été pointée du doigt par un membre du parti de Donald Trump, Anthony Scaramucci, qui fut même son éphémère porte-parole en 2017 : « Désormais, n'importe qui dans le monde peut déposer de l'argent sur le compte bancaire du président des Etats-Unis en quelques clics. Toutes les faveurs – géopolitiques, commerciales ou person-

nelles – sont désormais en vente, au grand jour[6]. »

Au cours du dîner du 22 mai, Donald Trump aurait présenté à ses interlocuteurs ses projets à venir pour le secteur des cryptomonnaies[7]. Plusieurs convives, interrogés par le New York Times, ont déclaré avoir assisté à l'évènement dans « l'intention explicite d'exercer une influence directe sur Donald Trump et sur la régulation financière américaine[8]. » Le conflit d'intérêt est une nouvelle fois manifeste, d'autant plus que le président américain multiplie les investissements directs dans le secteur des cryptomonnaies qu'il souhaite désormais promouvoir[9]. Outre le \$Trump, et le \$Melania à l'effigie de la première dame Melania Trump, le milliardaire new-yorkais a promu en 2024 une plateforme d'échange de crypto-actifs, World Liberty Financial, désormais contrôlée par la famille Trump. En mars 2025, le groupe Trump Media & Technology Group (TMTG) a passé un accord avec la plateforme d'échange Crypto.com pour lancer des fonds cotés de crypto-actifs.

## Crypto-enthousiasme

Après avoir dénoncé il y a quelques années le bitcoin comme une « arnaque » qui « concurrencerait le dollar[10] », Donald Trump se veut désormais le président le plus crypto-enthousiaste jamais élu. Lors de sa campagne électorale, il avait même annoncé qu'il voulait faire des Etats-Unis « la capitale mondiale des cryptomonnaies et la superpuissance du bitcoin dans le monde ».

Parmi les 139 décrets présidentiels signés par Donald Trump le jour de son investiture, celui concernant le « renforcement du leadership américain dans les technologies de la finance numérique » prévoit la création d'un groupe de travail sur les actifs numériques, censé définir les politiques de promotion des crypto-actifs. A sa tête, David Sacks, milliardaire libertarien aux positions d'extrême-droite. Le cofondateur de Paypal, qui a soutenu la campagne présidentielle de Donald Trump, triomphait le jour de l'investiture : « Le règne de terreur contre la crypto a pris fin[11]. » Parmi les autres mesures prévues dans le cadre de ce décret, on compte le retrait du cadre de coopération internationale pour la réglementation des crypto-actifs, ainsi que l'interdiction faite à la Federal Reserve de poursuivre ses travaux visant à l'établissement d'une monnaie numérique de banque centrale – qui pourrait concurrencer les cryptomonnaies privées[12]. Trump a également nommé Paul Atkins, notoirement favorable aux cryptos, à la tête de la Securities and Exchange Commission (SEC). Dans les semaines et mois qui ont suivi, le régulateur financier retirait ou suspendait des enquêtes contre des

plateformes d'échange telles que Coinbase, Kraken ou Binance... au capital de laquelle la famille Trump serait en passe d'entrer. Le gendarme de Wall Street a également demandé la suspension des poursuites contre Justin Sun, qui avait massivement investi dans la plateforme initiée par Donald Trump, World Liberty Financial. Ce dernier était accusé, depuis deux ans, de manipulation de prix et ventes illégales de crypto-actifs. Les déclarations enflammées en faveur de la crypto et les premières mesures prises par l'administration Trump depuis l'investiture n'ont pas vraiment produit l'euphorie attendue. Au contraire : depuis le 19 janvier où le bitcoin atteignait le cours record de 102 000 dollars, la chute a été vertigineuse. Un peu moins de trois mois plus tard, le 9 avril, le crypto-actif avait perdu près d'un tiers de sa valeur – même s'il a, depuis, rebondi dans un mouvement de yo-yo typique des actifs spéculatifs avant de s'écrouler à nouveau au cours du mois de novembre.

Ce recul du bitcoin enregistré au printemps est allé de pair avec celui des valeurs technologiques. Il peut s'expliquer par une correction des marchés suite à la bouffée d'enthousiasme et l'envolée spéculative liée à l'élection de Donald Trump. Mais aussi par les politiques erratiques de la nouvelle administration, en particulier la hausse des droits de douane engagée par Donald Trump, qui ont poussé les investisseurs à délaisser les actifs les plus volatils.

De nombreux représentants du secteur se sont par ailleurs déclarés déçus des mesures prises à ce jour pour promouvoir les crypto-actifs. C'est le cas s'agissant de la « réserve stratégique de cryptomonnaies » annoncée par Donald Trump et mise en œuvre par un ordre exécutif présidentiel signé le 6 mars. Celui-ci créé deux réserves nationales, une pour le bitcoin et une pour les autres crypto-actifs. Les deux réserves seront uniquement abon-

dées par des avoirs confisqués par le gouvernement et non par l'achat de cryptomonnaies, au grand désarroi du secteur. L'acquisition de bitcoins devra se faire « d'une façon neutre pour le budget et sans coûts supplémentaires pour les contribuables américains » selon les termes de l'ordre exécutif[13].

Dans ce contexte, les investisseurs du secteur anticipent néanmoins de nouvelles mesures favorables, favorisant le rebond des valeurs crypto, en particulier s'agissant du développement des stablecoins – des crypto-actifs indexés sur des devises comme le dollar ou l'euro. Coïncidence : la plateforme World Liberty Financial, contrôlée par la famille Trump, s'apprête justement à introduire un nouveau stablecoin indexé sur le dollar, le USD1. Ce crypto-actif est déjà l'objet de nouvelles accusations de nouveaux conflits d'intérêts : un fonds souverain des Emirats arabes unis a déjà annoncé qu'il allait recourir à l'USD1 pour investir 2 milliards de dollars dans la plateforme Binance[14].

L'essor des stablecoins  
En quoi consistent les stablecoins et pourquoi suscitent-ils un tel enthousiasme ? Introduits à partir de 2014, ces jetons numériques de nouvelle génération sont des crypto-actifs dont la valeur est ancrée sur une monnaie légale (le dollar, le plus souvent) ou sur un panier de monnaies.

Cette propriété, censée garantir leur stabilité, les différencie nettement des crypto-actifs de la première génération, tels que le Bitcoin : le cours de ces derniers étant très volatile du fait de leur rôle d'instrument spéculatif[15].

Les stablecoins changent la donne : à l'origine employés pour faire le lien entre monnaies légales et les crypto-actifs sur les plateformes d'échange, ils sont devenus un véritable moyen de paiement.

(A suivre)

## Notes

- [1] Sasha Rogelberg, « Thousands of investors in Trump's memecoin lost \$2 billion in just weeks while the family and its partners racked up \$100 million in trading fees », Fortune, 11 février 2025.
- [2] Oliver Hawkins, Eade Hemingway et Nikou Asgari, « Donald Trump's crypto project netted \$350mn from presidential memecoin », Financial Times, 7 mars 2025.
- [3] Dans le sillage : Melania Trump, Javier Milei... En Argentine, le président Javier Milei risque une procédure de destitution après avoir promu sur ses réseaux sociaux le Libra, une cryptomonnaie frauduleuse.
- [4] Voir par exemple : <https://gettrumpmeme.com/>.
- [5] Solveig Godeluck, « Crypto : les bonnes affaires de la famille Trump », Les Echos, 25 avril 2025.
- [6] Arnaud Leparmentier, « La grande offensive de Donald Trump sur les cryptomonnaies », Le Monde, 6 mars 2025.
- [7] David Yaffe-Bellany et Eric Lipton, « Winners of an 'Exclusive Invitation' to Dine With Trump Will Gather Tonight », The New York Times, 22 mai 2025.
- [8] « Le dîner de Donald Trump avec des crypto-investisseurs fait scandale », Courrier international, 23 mai 2025.
- [9] Rachel Cotte, « Malgré de potentiels conflits d'intérêts, Donald Trump multiplie les incursions sur le marché des cryptos », Les Echos, 26 mars 2025.
- [10] A. Leparmentier, « La grande offensive... », mars 2025.
- [11] MacKenzie Sigalos, « Trump's crypto-frenzied inauguration weekend makes first family billions of dollars richer », CNBC, 20 janvier 2025 ; Caroline Haskins, « "The reign of terror is over": my weird weekend partying with the triumphant tech right », The Guardian, 25 janvier 2025 »
- [12] « Strengthening American Leadership in Digital Financial Technology », La Maison Blanche, 23 janvier 2025.
- [13] Hortense Goulard, « Donald Trump et les cryptomonnaies : beaucoup de bruit pour rien », Les Echos, 8 mars 2025.
- [14] « Un investissement de 2 milliards de dollars avec un cryptoactif de la famille Trump pose des questions de conflits d'intérêts », Le Monde, 2 mai 2025.
- [15] Frédéric Lemaire, « Paiera-t-on bientôt sa baguette en bitcoins ? », Le Monde diplomatique, Février 2022.

## TUNISIE

**La BCT maintient son taux directeur à 7%**

Le Conseil d'administration de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a décidé de maintenir son taux directeur à 7%, à l'issue d'un examen de la conjoncture nationale et internationale. Sur le plan national, la croissance a ralenti à 2,6% en glissement annuel (g.a.) au T1 2026, après 2,7% au T4 2025. Parallèlement, l'inflation a progressé à 5,5% en avril, après 5% en mars, l'inflation sous-jacente. Par ailleurs, le déficit courant s'est réduit à 2,7 Mds TND (1,5% du PIB) à fin avril, contre 3 Mds TND (1,7% du PIB) un an auparavant. La performance de la balance des services et des revenus a en effet permis de compenser l'alourdissement de la facture énergétique. Les réserves en devises représentent ainsi l'équivalent de 104 jours d'importation début juin contre 98 un an plus tôt. À l'international, la BCT souligne la persistance d'un environnement économique incertain, marqué par des tensions géopolitiques élevées. Ces facteurs continuent d'exercer des pressions sur les prix des matières premières et des produits de base, alimentant l'inflation dans les principales économies. Or, la transmission de ces tensions aux prix domestiques demeure un risque majeur, d'où la poursuite d'une politique monétaire prudente. Agence

**RELIER L'ÉCONOMIE SYRIENNE AU MONDE****Une étape cruciale pour la reconstruction**

La réintégration de l'économie syrienne aux marchés et aux institutions financières internationales constitue aujourd'hui l'un des principaux objectifs économiques de la Syrie, après de longues années d'isolement et de sanctions provoquées par les crimes et les pratiques du régime déchu. Avec le début de la levée des restrictions économiques extérieures et le rétablissement des canaux de communication avec les institutions financières internationales, de nouvelles opportunités émergent pour soutenir le commerce, attirer les investissements, financer les projets de reconstruction et renforcer la stabilité du secteur monétaire et bancaire. Ces évolutions revêtent une importance particulière dans un contexte où l'économie syrienne continue de faire face à de nombreux défis. Selon les estimations de la Banque mondiale, les années de guerre ont entraîné d'importantes pertes économiques et une forte contraction du produit intérieur brut (PIB). Dans le cadre des efforts internationaux visant à soutenir la stabilité économique, le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne en Syrie, Michael Ohnmacht, a déclaré lors de la Conférence sur le dialogue du secteur privé tenue à Damas début juin : « La Syrie a besoin de reconnecter son économie au monde, ce qui implique le commerce, le financement, les flux financiers et la reconnexion des banques syriennes au système bancaire mondial ». Il a précisé que l'Union européenne avait levé ses sanctions économiques afin de faciliter ce processus et qu'elle continuerait à soutenir la Syrie dans sa phase de reconstruction.

R. I.

## EGYPTE

**Le chinois Sany Group prévoit de construire une usine de turbines éoliennes à 300 millions \$**

L'Égypte, qui ambitionne de porter la part de renouvelable dans son mix énergétique à 42 % d'ici 2030 et à 60 % à l'horizon 2040, cherche à se positionner au-delà de la seule production d'électricité en captant une part de la chaîne de valeur industrielle liée aux technologies propres.

Le conglomérat industriel chinois Sany Group prévoit de construire une usine de turbines éoliennes en Égypte, afin de répondre aux besoins du marché local et d'exporter une partie de la production vers d'autres marchés situés au Moyen-Orient et Afrique. L'usine, qui nécessitera un investissement annoncé de 300 millions USD, devrait être installée dans la Zone économique du Canal de Suez, une zone franche et un pôle logistique de 461 km<sup>2</sup> situé le long du canal de Suez, selon une information relayée le lundi 1er juin par le site d'information Asharq Business, qui cite un responsable gouvernemental égyptien. Dans un premier temps, la production du site industriel sera consacrée à l'équipement d'un parc éolien de 1 000 mégawatts (MW) prévu dans le nord du Golfe de Suez. En attendant son entrée en production, certains équipements clés continueront d'être importés de Chine pour assurer la construction de ce parc. Le projet, qui devrait également contribuer à transformer l'Égypte en plateforme d'exportation de technologies vertes, cadre parfaitement avec la

volonté affichée par le pays le plus peuplé du monde arabe de renforcer l'intégration locale de la chaîne de valeur des énergies renouvelables pour réduire la facture des importations, alors qu'il vise 42 % d'énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici 2030 et 60 % à l'horizon 2040.

**Les implantations industrielles chinoises se multiplient**

Le Caire a importé pour plus de 235 millions USD de turbines éoliennes et de composants majeurs pour turbines en 2024, selon des données officielles. La future usine égyptienne de Sany Group s'inscrit aussi dans le cadre la vague croissante d'implantations industrielles chinoises dans le pays des pharaons, en particulier dans les secteurs liés à la transition énergétique et à l'industrie manufacturière.

En janvier dernier, le groupe chinois EliTe Solar avait inauguré un complexe de production de composants de panneaux solaires dans la Zone économique du canal de Suez, pour un investisse-

ment total de 116 millions USD. Ce complexe comprend des lignes de production de cellules solaires d'une capacité de 2 gigawatts (GW), ainsi que des lignes de fabrication de modules solaires totalisant 3 GW. De son côté, un consortium regroupant le géant chinois JA Solar, l'entreprise égyptienne AH Solar, la société émiratie Global South Utilities et le fonds bahreïni Infinity Capital, a lancé en décembre 2025 la construction d'un complexe industriel intégré dédié à la fabrication de cellules solaires, de panneaux photovoltaïques et de systèmes de stockage d'énergie. Baptisé ATUM Solar, ce projet est implanté dans la zone industrielle TEDA Egypt, à Ain Sokhna, sur une superficie de 200 000 m<sup>2</sup>. Il nécessitera un investissement total de 220 millions USD, d'après ses promoteurs. Selon le fournisseur de données GlobalData, les capacités solaires installées de l'Égypte devraient passer d'environ 2,9 GW en 2025 à 34,3 GW en 2035, tandis que l'éolien pourrait atteindre 15,1 GW, contre environ 3 GW en 2025.

R. I.

## MAURITANIE

**L'agriculture connaît une transition rapide vers un modèle plus durable et plus compétitif**

L'Assemblée nationale a tenu, jeudi matin, une séance publique présidée par le député El Hassan Cheikh Baha, vice-président de l'Assemblée, afin d'entendre les réponses de M. le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, M. Mohamedou Ahmedou Mhaïmid, à deux questions orales posées par les députés Ahmedou Mohamed Mahfoudh Mballa et Mokhtar Mohamed Limam. Le député Ahmedou Mohamed Mahfoudh Mballa a posé une question orale relative à la situation de l'agriculture et des agriculteurs en Mauritanie, soulignant une série de défis auxquels le département est confronté, notamment le manque d'intrants agricoles et le manque de personnel spécialisé. Le député a adressé à M. le ministre une question relative aux mesures prises par le département de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire pour faire face aux différents défis auxquels il est confronté. Quant au député Mokhtar Mohamed Limam, il a précisé dans sa question qu'en 2022, la première pierre du projet d'irrigation de l'oasis de Guerou avait été posée, avec la programma-

tion du forage et de l'équipement de 22 puits dans le cadre du projet oasis. Cependant, à ce jour, seuls 15 puits ont été forés sans être équipés, le projet étant à l'arrêt depuis 2023, et le forage des puits restants n'a pas encore commencé. Le député s'est interrogé sur les raisons de l'arrêt de ce projet, ce qui constitue un recul par rapport à un projet vital et d'une importance capitale pour la région et ses habitants. Dans sa réponse à la question du député Ahmedou Mohamed Mahfoudh Mballa, le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a affirmé que l'essor qu'a connu le secteur au cours des six dernières années, depuis 2019, concrétise la vision prospective de Son Excellence le président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre de ses programmes « Mes engagements » et « Mon ambition pour la Patrie », et de l'attention particulière que le gouvernement, sous la supervision de Son Excellence le Premier ministre, M. Mokhtar Ould Diay, accorde au développement du secteur agricole. Il a ajouté que cette vision s'est traduite par une approche de développement

intégrée axée sur la mise en valeur des terres agricoles, l'extension des surfaces cultivées, l'accompagnement des producteurs et le renforcement des différentes chaînes de production. Il a souligné que ces efforts ont porté leurs fruits, notamment dans les domaines de l'agriculture pluviale et irriguée, où plus de 127 barrages ont été construits ou rénovés et où des milliers d'hectares ont été mis en valeur, parallèlement à la mise en œuvre d'autres programmes de développement qui sont toujours en cours de réalisation. Le ministre a précisé que les filiales de légumes, de fourrages et de palmiers ont eux aussi connu un développement remarquable au cours des dernières années, grâce au soutien technique et logistique apporté par le secteur aux producteurs, par le biais de la fourniture de semences améliorées, de réseaux d'irrigation et de divers moyens de production, ce qui s'est percuté positivement sur les niveaux de production et a permis d'augmenter le taux de couverture des besoins nationaux pour ces produits.

Synthèse R I/Agence

## POUR STIMULER DES FILIÈRES AGRICOLES PRIORITAIRES

**L'UEMOA veut mobiliser 11 milliards \$**

*L'agriculture contribue à hauteur de 21 % du PIB et emploie environ 53 % de la population active au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine. Face aux enjeux de sécurité et de souveraineté alimentaires, l'organisation cherche à mobiliser davantage d'investissements dans le secteur.*

L'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) entend soutenir la transformation structurelle du secteur agricole à travers un portefeuille de projets estimé à 6 000 milliards de FCFA (10,6 milliards \$) à l'horizon 2040. Cette ambition a été mise en avant à Bamako, le 1er juin 2026, lors d'une rencontre entre les autorités maliennes et une délégation de la Commission de l'UEMOA.

Selon les informations communiquées, ce montant correspond à un portefeuille de projets identifié dans le cadre d'un livre blanc consacré aux filières agricoles prioritaires, actuellement promu par l'organisation régionale auprès des États membres.

**Trois filières au cœur du projet**

Ce document élaboré par l'UEMOA s'articule autour de trois chaînes de valeur considérées comme structurantes pour les économies agricoles de la région : le phosphate et les engrais, le riz et le coton tex-

tile.

En amont de la production agricole, la question de l'accès à des engrais à des prix compétitifs est cruciale. Comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la production locale reste limitée, ce qui contraint les États membres de l'UEMOA à recourir massivement aux importations pour satisfaire leurs besoins. Une dépendance qui les expose de fait aux fluctuations des prix internationaux.

Selon la BCEAO, les importations d'engrais dans l'Union se sont élevées à 543,5 milliards de FCFA (963,7 millions \$) en moyenne par an entre 2020 et 2024, avec une demande particulièrement portée par la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. Cette dépendance aux marchés extérieurs se retrouve également sur le segment des produits alimentaires comme le riz. Céréale de base largement consommée dans la région, aux côtés du maïs, du mil et du sorgho, le riz illustre les défis persistants d'autosuffisance alimentaire dans l'UEMOA.

Malgré un fort potentiel agricole affiché

dans certains pays, la production locale ne parvient toujours pas à suivre la croissance rapide de la demande. Le recours aux importations demeure donc structurel, principalement en provenance de pays asiatiques comme l'Inde ou la Thaïlande. D'après la BCEAO, le riz est de loin le premier produit alimentaire importé dans l'UEMOA, avec des achats estimés à 1 627,42 milliards de FCFA (2,9 milliards \$) en moyenne par an entre 2020 et 2024, concentrés notamment en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Sénégal.

À l'opposé de ces deux filières susmentionnées, fortement dépendantes des importations, le coton occupe une position singulière dans l'économie agricole régionale. Culture de rente tournée vers l'exportation, il constitue une source importante de devises pour plusieurs États membres figurant parmi les principaux producteurs africains, notamment le Mali, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Synthèse R I/Agence

## LESOTHO

**L'américain Convalt Energy investira 6,2 milliards \$ dans une centrale hydroélectrique et un Data center**

L'investissement prévu représente près de trois fois le PIB du royaume enclavé d'Afrique australe. Son principal avantage concurrentiel réside dans l'association stratégique de l'énergie propre et de la puissance de calcul.

Le groupe américain Convalt Energy a signé le jeudi 4 juin, un protocole d'accord contraignant avec le gouvernement du Lesotho pour la construction d'une centrale hydroélectrique et d'un centre de données dédié à l'intelligence artificielle, pour un investissement total de 6,2 milliards USD. Ce projet, qui représente le plus important engagement d'investissement jamais annoncé dans

l'histoire du Lesotho, prévoit le développement d'au moins 1 200 mégawatts d'énergie hydroélectrique, ainsi que la construction d'un centre de données spécialisé dans l'IA et alimenté par de l'énergie verte près du barrage de Kobong, situé dans la région montagneuse de Mokhotlong, dans le Nord-est de ce pays d'Afrique australe.

« Le projet placera le Lesotho au cœur de deux des secteurs connaissant la croissance la plus rapide au monde : l'énergie propre et les technologies numériques (...). Il reflète la confiance internationale croissante dans le pays en tant que destination pour les investissements et les partenariats à long terme », s'est félicité le porte-parole du gouvernement lésothien, Boitelo Rabele, dans un communiqué.

« Bien que des études de faisabilité et d'autres processus restent à mener, la signature de cet accord constitue une déclaration d'intention forte et une indication claire de la direction que prend le Lesotho. Pour un pays de notre taille, des opportunités de cette ampleur ne se présentent pas souvent », a-t-il ajouté.

M. Rabele a également indiqué que le projet offre au pays l'occasion de « renforcer son indépendance énergétique, de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'électricité importée, de créer des em-

ploi, de stimuler le développement des entreprises locales et d'attirer davantage d'investissements ».

L'importance du projet ne réside pas seulement dans l'ampleur de l'investissement annoncé, qui représente près de trois fois le PIB du Lesotho (2,27 milliards USD en 2024 selon la Banque mondiale), mais aussi dans l'association stratégique de l'énergie propre et de la puissance de calcul, deux atouts de plus en plus indissociables à l'ère de l'IA, alors que les centres de données dédiés à cette technologie sont très gourmands en énergie.

Agence

Agence

## GHANA

**TOR s'apprête à raffiner du brut local pour la 1ère fois depuis des années**

Le Ghana produit du pétrole brut depuis plus d'une décennie. Mais comme beaucoup de pays africains, il réimporte à prix élevé le carburant que d'autres ont raffiné à partir de son propre brut. Le Ghana va raffiner son propre pétrole brut. Le président John Dramani Mahama (photo) a annoncé qu'une cargaison de brut ghanéen, issue des champs pétroliers offshore du pays, sera livrée à la raffinerie de Tema (Tema Oil Refinery, TOR) en juin 2026 pour y être traitée. L'annonce a été faite lors d'une réunion publique avec la diaspora ghanéenne à Londres, dimanche 31 mai. « Nous sommes sur le

point de faire l'histoire à nouveau. Nous l'avons fait lors de mon premier mandat, mais après notre départ du pouvoir, cela n'a pas continué. En juin, nous livrerons une cargaison de brut ghanéen de nos propres champs pétroliers à la raffinerie de Tema pour traitement », a déclaré le président, selon des propos rapportés par Graphic Online. Mahama a profité de l'occasion pour dénoncer le fait que le Ghana exporte son brut pour y être raffiné, puis réimporte les produits finis à prix élevé. « Nous créons ainsi de l'emploi dans l'économie des autres », a critiqué le dirigeant.

**Une reprise récente, mais avec du brut importé**

Pour comprendre la portée de cette annonce, il faut remonter à décembre 2025. Le 19 du mois, TOR avait officiellement repris ses opérations après plusieurs années d'arrêt, selon un communiqué de la direction de la raffinerie. Cette reprise faisait suite à des travaux de maintenance réalisés entre août et octobre 2025, et à un feu vert réglementaire de l'Autorité nationale du pétrole (NPA). Mais cette relance ne concernait pas le brut ghanéen. TOR fonctionnait sous un modèle dit de « tolling », c'est-à-dire que des

compagnies tierces lui fournissaient du brut importé à raffiner contre une redevance. Dans ce contexte, la raffinerie ne contrôlait ni l'approvisionnement ni la distribution des produits. Elle tournait à 28 000 barils par jour, soit 62 % de sa capacité nominale de 45 000 barils, a rapporté The Herald Ghana en mars dernier. Le 9 mars dernier, un conseiller technique du ministère de l'Énergie avait déclaré sur Citi FM que TOR ne pouvait pas raffiner le brut ghanéen faute de deux unités de traitement critiques. Sans elles, les produits obtenus ne répondraient pas aux normes ghanéennes de qualité des carburants.

R I.

WALL STREET

# Record de capitalisation désintégrée sur les "semi"

Les professionnels le redoutaient depuis plusieurs jours, le rallye de Wall Street présentait toutes les caractéristiques d'un "FOMO" et s'apparentait à une fuite en avant. Le moindre grain de sable pouvait déclencher une correction, et c'est le "NFP" qui a fait office de catalyseur.

R I/Agence

Et cela aurait sûrement pu être n'importe quel autre prétexte, comme une mauvaise nouvelle en provenance du Golfe Persique ou du Liban, l'annonce par Meta d'un emprunt de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour acheter des capacités de calcul, une autre déception après celle de Broadcom, etc...

La hausse des 9 dernières semaines fut hors normes, la correction de ce 5 juin l'est également : le Nasdaq 100 avec -4,77% bat son record historique de points perdus en une seule séance avec -1 450, et il perd -1 800 Pts depuis son zénith inscrit à l'ouverture 48H auparavant.

Même motif et même punition pour le Nasdaq Composite (-4,2% à 25 709 Pts, soit -1 120Pts).

Les valeurs de catégorie "small caps" et "Mid Caps" ont également payé un lourd tribut ce vendredi, surtout celles qui se sont lancées dans la course à l'IA en s'endettant lourdement : le Russell 2000 a chuté de -3,5% alors qu'il égalait son record absolu de clôture de 28 mai à 2 936 Pts

Le SOXX qui avait pris plus de 100% depuis le 30 mars (40.820 MdsUSD de "capi" mercredi soir) plonge de -10,45% vers 539,8 : une chute de -62 Pts (-4 000 milliards de capitalisation) constitue également un record historique de perte pour un ETF en une seule séance.

Il faut savoir que de nombreux investisseurs se sont rués sur des ETF à "levier 3" adossés au SOXX : plus de 31% de perte en 1 séance !

L'indice synthétique des semi-conducteurs dévise de -6,6% dans le sillage, et ce sont 4 600Mds\$ de valeur boursière effacée... dans le sillage de Marvell -16,8%, Micron -13,2%, ARM -13%, Sandisk -11,4%, Intel -11,3%, Qualcomm -11%, AMD -10,9%, Applied Materials -9,7%, Microchip -8,3%... sans oublier Broadcom avec -7,8% (après -12% jeudi,) Dell -6,5%, Nvidia avec -6,2%, etc.

Des positions massives en calls ont été accumulées sur les valeurs ci-dessus ces dernières semaines, les achats à crédit ont battu tous les records (1 350Mds\$). Les appels de marge ont déjà fait très mal ce vendredi, si Wall Street rouvre

en baisse lundi, cela provoquera une véritable réaction en chaîne.

Le ratio call/put mercredi soir avait atteint un record de 70% pour les calls : jamais les investisseurs ne s'étaient aussi peu couverts contre un possible retournement du marché... l'encours notionnel des calls dépassait largement la capitalisation du Nasdaq et du S&P 500.

L'une des questions que les analystes se posent longtemps est : comment ce rallye a-t-il pu durer 9 semaines et demie, sans la moindre reprise de respiration, avec un ratio "advance/decline" systématiquement négatif lors des 10 derniers records inscrits depuis le 5 mai dernier.

Le "sell-off" de ce vendredi 5 juin fait exploser le "VIX" de +40% vers 21,50, sa pire marque depuis le 8 avril. Il affichait un niveau de complaisance insolent la veille avec un score de 15,20 en séance. Le marché était incandescent jeudi soir et c'est donc le "NFP" qui vient le refroidir brutalement : l'économie américaine a créé 172 000 jobs le mois dernier, contre seulement 85 000 attendus par les économistes.

Les chiffres d'avril ont par ailleurs été fortement révisés à la hausse, passant de 115 000 à 179 000 créations de postes : cela représente 150 000 emplois de plus qu'anticipé sur 2 mois, malgré des licenciements massifs dans le secteur de l'IA, un paradoxe complet.

Les secteurs les plus créateurs d'emplois furent les loisirs/hôtellerie (+70 000, la Coupe du Monde de foot commence dans 1 semaine), les emplois fédéraux (+55 000), la santé (+35 000), les services à la personne (+12 000).

Le taux de chômage est resté stable à 4,3% (c'est le plein emploi), conformément aux attentes, le salaire horaire a progressé de +0,32%, le pourcentage de population active semble figé à 61,8%. Ces statistiques confirment la résilience du marché du travail américain : non seulement la probabilité d'une baisse prochaine des taux directeurs de la Fed le 17 juin prochain tombe quasiment à zéro mais celle d'une hausse lors de la réunion de politique monétaire de septembre grimpe à 80%.

Le rendement des T-Bonds à "2 ans" fait une embardée de +12Pts à 4,17%, le "10 ans" prend +8 Pts à 4,558%, et même le "10 ans" canadien subit la contagion

avec +5Pts à 3,487% (et même 3,5300% en début de soirée).

La forte hausse du Dollar (+0,7%) plombe logiquement les métaux précieux avec l'Or qui lâche -3,5% vers 4 300 USD, mais c'est surtout l'argent métal qui décroche avec un écart de -8% qui le ramène sous les 68 USD l'once pour la première fois depuis le 30 mars. Côté crypto-devises, c'est un véritable carnage avec la confirmation de leur étroite corrélation avec les actifs risqués (le Nasdaq perd -4,6% sur la semaine écoulée) : le Bitcoin qui chute de -5,8% menace désormais le palier des 60 000

USD (Strategy est désormais en "negative equity" de 15 000 USD pour chacun des 820 000 bitcoins détenus (-12,3MdsUSD).

Et on assiste à une véritable liquidation sur l'Ethereum avec -11% vers 1 570 USD (l'Ether valait encore 2 000 IUSD mardi matin vers 7H, soit -21%) et le Solana a perdu jusqu'à -10% vers 61,7 USD (-15% en 48H).

Cela fait plusieurs jours que circulait la rumeur de ventes de "cryptos actifs" pour financer la participation à l'IPO à 1 730MdsUSD de SpaceX.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Juin 2026  
Valeur : 04 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.1108	133.1258
1	EUR EURO	154.8877	154.9318
1	GBP POUND STERLING	179.3463	179.4148
100	JPY JAPANESE YEN	83.3662	83.3860
1	CNY CHINESE YUAN	19.6828	19.6873
1	CHF SWISS FRANC	169.6111	169.6951
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.1853	96.2239
1	DKK DANISH KRONE	20.7506	20.7542
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3449	14.3499
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3536	14.3591
1	AED UAE DIRHAM	36.2384	36.2444
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4678	35.4737
1	KWD KUWAITI DINAR	433.7269	433.9172
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2536	45.7084
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4983	14.5000
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9093	21.0167
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3387	3.3491
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.2755	182.2755

## RATTRAPÉ PAR LE RETOUR DU RISQUE D'UNE FED PLUS RESTRICTIVE

### L'or décroche

Le cours de l'or accentue son recul vendredi et se dirige vers une baisse hebdomadaire d'environ 4%, dans un marché de nouveau dominé par la remontée des taux et la vigueur inattendue de l'économie américaine.

Le métal précieux évolue autour de 4 330 dollars l'once, soit son plus bas niveau depuis le 26 mars, après avoir longtemps bénéficié des tensions géopolitiques et des anticipations d'une Réserve fédérale plus ac-

commodante. Le mouvement touche aussi le reste du compartiment, avec un repli marqué de l'argent, du platine et du palladium, signe d'un ajustement plus large sur les métaux précieux.

La dynamique s'est inversée avec la publication d'une série de statistiques américaines plus solides que prévu. Les données officielles de l'emploi ont fait état de 172 000 créations de postes en mai, avec un taux de chômage stable à 4,3%, tandis

que les chiffres des mois précédents ont été révisés en hausse. Les données d'ADP, fondées sur les fiches de paie de plus de 26 millions d'Américains, ont également confirmé une amélioration de l'emploi privé, avec une moyenne sur trois mois des créations d'emplois à son plus haut niveau depuis début 2025.

Au-delà du marché du travail, plusieurs indicateurs montrent que le consensus a sous-estimé la vigueur

de l'activité. L'Economic Surprise Index de Citigroup a atteint son niveau le plus élevé depuis l'été 2023, tandis que le Weekly Economic Index de la Fed de Dallas accélère depuis le début de l'année pour retrouver son rythme de croissance le plus élevé depuis fin 2022. Le rendement du Treasury à 10 ans est ainsi remonté autour de 4,54%, alors que les marchés attribuent désormais une probabilité majoritaire à au moins une hausse de taux d'ici fin

2026. Cette ré-accélération complique la trajectoire de la Fed, alors que l'inflation reste proche de 3%. Pour l'or, qui ne procure aucun rendement, la remontée des taux réels réduit mécaniquement l'attrait relatif du placement, même dans un environnement encore marqué par les risques géopolitiques.

R I.

## EUROPE

## La zone euro face à un fort ralentissement économique en 2026 ?

La zone euro est confrontée à un net ralentissement économique cette année, alors qu'un choc énergétique lié au Moyen-Orient pèse sur la croissance, l'inflation et l'investissement, selon une note récente de Deutsche Bank Research.

Par Rédaction économique

La banque a abaissé sa prévision de croissance du PIB de la zone euro pour 2026 à 0,5% contre 1,1% anticipé dans ses Perspectives mondiales de novembre, invoquant la hausse des coûts énergétiques, le ralentissement de la demande mondiale et le durcissement des conditions financières. Deutsche Bank prévoit que l'économie de la zone euro se contractera de 0,1% en glissement trimestriel au deuxième trimestre, en ligne avec les indicateurs d'activité actuels, avant de stagner au troisième trimestre et de renouer avec une croissance modeste au cours des trois derniers mois de l'année. La croissance devrait se redresser à 1,1% en 2027. « Avant le choc énergétique, les perspectives macroéconomiques de l'Europe constituaient un "problème à deux économies" : une résilience cyclique intérieure en 2025, soutenue par les dépenses budgétaires allemandes en 2026, contrastait avec des perspectives à moyen terme as-

sombries par une faible compétitivité et un manque d'autonomie stratégique », indique le rapport. La banque estime que le choc se transmet par quatre canaux principaux : la réduction du pouvoir d'achat des ménages due à une inflation plus élevée, l'incertitude accrue pesant sur l'investissement, le durcissement de la politique monétaire et la faiblesse des exportations liée au ralentissement de la demande mondiale. Elle estime que la facture d'importations énergétiques de la zone euro augmentera d'environ 1% du PIB en 2026. L'inflation globale, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH), devrait s'établir en moyenne à 3,1% en 2026 et à 2,5% en 2027, contre des anticipations pré-conflit de 1,7% et 1,9% respectivement. L'inflation sous-jacente est projetée à 2,4% pour ces deux années. En réponse, Deutsche Bank s'attend à ce que la Banque centrale européenne relève son taux de dépôt de 50 points de base au total, à 2,50%, d'ici septembre, par des hausses d'un quart de

point en juin et en septembre. La banque a qualifié ce mouvement attendu de « resserrement mesuré ». L'Allemagne, la plus grande économie de la zone euro, devrait afficher une croissance de 0,5% en 2026. La production devrait se contracter légèrement au deuxième trimestre et rester stable au troisième avant de se redresser en fin d'année. Deutsche Bank indique que la politique budgétaire expansionniste constituerait la principale force stabilisatrice de l'économie, le déficit public se creusant à 4,1% du PIB. L'emploi devrait reculer de 0,3%. La France et l'Italie devraient enregistrer une expansion de respectivement 0,5% et 0,4% en 2026. La prévision pour l'Italie représente une révision à la baisse par rapport à une estimation pré-crise de 0,8%, ce qui en fait la moins bonne performance parmi les quatre plus grandes économies de la zone euro. Le déficit budgétaire de la France est projeté à 5,2% du PIB en 2026 et à 5,4% en 2027.

R I/Agence

## AUSTRALIE

### Le PIB australien du T1 2026 déçoit sous l'effet de l'inflation et des tensions au Moyen-Orient

L'économie australienne a progressé moins que prévu au premier trimestre 2026, selon les données du produit intérieur brut publiées mercredi, l'inflation persistante et la hausse des prix du carburant liée à la guerre au Moyen-Orient ayant pesé sur les dépenses des ménages. Des perturbations dans le secteur minier australien, secteur clé du pays, dues à

des conditions météorologiques défavorables, ont également freiné l'activité globale, tandis que les dépenses publiques se sont aussi affaiblies. Le PIB de l'Australie a progressé de 2,5% en glissement annuel au cours des trois mois se terminant le 31/03/2026, selon les données du Bureau australien des statistiques (ABS). Ce chiffre est inférieur aux attentes qui tablaient

sur une hausse de 2,7% et marque un ralentissement par rapport à la progression de 2,6% enregistrée au trimestre précédent. Le PIB a progressé de 0,3% en glissement trimestriel, manquant les prévisions de 0,5%. Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,5% au cours du trimestre, pénalisées principalement par la faiblesse des dépenses discrétionnaires,

l'inflation persistante et la hausse des prix du carburant ayant incité les consommateurs à la prudence. Les dépenses publiques au cours du trimestre ont également ralenti, les dépenses de défense ayant reculé par rapport à leurs récents sommets, tandis que la fin des remises sur l'électricité a également pesé sur les comptes.

R I.

## POUR 2027

### L'OCDE attribue un potentiel de croissance historiquement bas à la Corée du Sud

La croissance potentielle de la Corée du Sud pour l'année prochaine pourrait se fixer à un niveau historiquement bas, selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), et ce malgré les chiffres records des exportations portés par le secteur des semi-conducteurs. Les dernières prévisions de l'organisation in-

tergouvernementale tablent sur une croissance potentielle de 1,52% en 2027, contre 1,66% pour cette année. Ce taux devrait même descendre à 1,46% au dernier trimestre de l'année, marquant ainsi la première fois, depuis que l'OCDE produit ces estimations, que cet indicateur passerait sous la barre des 1,50%.

La croissance potentielle correspond au niveau maximum théorique de croissance du PIB pouvant être atteint en employant de manière optimale les facteurs de production disponibles, tels que la main-d'œuvre et le capital, sans pour autant générer de tensions inflationnistes.

Agence

## CHINE

### Des millions de jeunes chinois planchent sur le "gaokao"

Environ 12,9 millions de jeunes chinois, selon le ministère de l'Éducation, ont commencé dimanche à passer le "gaokao", le redoutable concours national d'entrée à l'université.

Cet examen extrêmement sélectif, qui occupe une place centrale dans la société chinoise, conditionne l'accès aux meilleurs universités, et par extension aux opportunités professionnelles futures.

Il s'étend sur plusieurs jours, inclut des épreuves de chinois, de mathéma-

tiques, d'anglais, de sciences et de sciences humaines. Les résultats seront proclamés fin juin.

Devant un centre d'épreuves à Pékin, des dizaines de policiers et d'agents de sécurité maintenaient l'ordre face aux parents qui, téléphones portables en main, espéraient filmer leurs enfants en train d'entrer dans la salle d'examen. Certains étaient vêtus de rouge, une couleur porte-bonheur dans la culture chinoise.

"Je suis un peu anxieux", avoue Zhang Xinnan, un jeune homme de 18 ans en

uniforme de lycéen, quelques instants avant le début des épreuves. "Mais les choses que je devais maîtriser sont maîtrisées", ajoute-t-il.

L'enseignement supérieur s'est développé rapidement en Chine au cours des dernières décennies, le boom économique ayant entraîné une amélioration du niveau de vie, mais aussi des attentes des parents quant aux études et aux carrières de leurs enfants.

Pourtant, le marché du travail auquel accèdent les jeunes diplômés n'est plus aussi prometteur qu'auparavant, le

taux de chômage élevé chez les jeunes constituant une préoccupation majeure.

Selon les données officielles, environ un Chinois sur six âgé de 16 à 24 ans, hors étudiants, est sans emploi.

Les mentalités vis-à-vis de l'examen évoluent, les élèves et les parents étant de moins en moins disposés à sacrifier leur santé physique et mentale pour obtenir de bons résultats.

Agence

## JAPON

### Le gouverneur de la BoJ laisse entrevoir une hausse des taux ce mois-ci

La Banque du Japon (BoJ) doit examiner les avantages et les inconvénients d'une hausse des taux directeurs si les risques inflationnistes l'emportent sur la menace d'un ralentissement économique, a déclaré son gouverneur Kazuo Ueda.

Ces propos renforcent la probabilité d'un nouveau resserrement monétaire de la BoJ à l'issue de sa réunion des 15 et 16 juin, comme anticipé par de nombreux experts des marchés.

"Le Japon se trouve actuellement dans une situation où les effets secondaires de l'inflation résultant de la hausse des prix du pétrole brut sont susceptibles d'entraîner l'inflation sous-jacente au-dessus de la cible visée", a déclaré Kazuo Ueda.

"Nous estimons qu'il est nécessaire de prendre des décisions concernant la politique future en partant de ce postulat", a-t-il ajouté.

La banque centrale japonaise déterminera le rythme des hausses de taux futures en évaluant la probabilité que l'économie et les prix atteignent les prévisions fixées, ainsi que les risques, en faisant particulièrement attention à l'impact du conflit en cours au Moyen Orient, a-t-il poursuivi. Kazuo Ueda a par ailleurs noté qu'il était difficile de déterminer le niveau exact du taux dit "neutre", celui qui ne freine ni ne stimule l'économie.

"Nous allons examiner attentivement la réaction de l'économie japonaise aux variations des taux d'intérêt à court terme", a-t-il dit.

Après les propos de Kazuo Ueda, la monnaie américaine reculait de 0,3% face au yen japonais, à 159,40 pour un dollar, confortant les anticipations du marché d'un relèvement du principal taux directeur de la BoJ de 0,75% à 1% ce mois-ci.

Selon le gouverneur de la BoJ, les pressions sur les prix résultant du choc énergétique provoqué par la guerre en Iran pourraient ne pas être temporaires et faire grimper l'inflation sous-jacente plus que ne le prévoit l'institut d'émission monétaire.

Si la banque centrale retarde les mesures nécessaires pour lutter contre l'inflation, elle pourrait être contrainte de relever ses taux de manière substantielle par la suite et d'imposer un lourd fardeau à l'économie, aux marchés et au système financier, a laissé entendre Kazuo Ueda.

"Si la Banque du Japon doit rester attentive aux risques de ralentissement de l'activité économique, elle doit se montrer encore plus vigilante face à la possibilité que les risques inflationnistes se concrétisent et aient un impact négatif sur l'économie", a-t-il dit.

R I.

## L'IA QUI CRÉE L'IA

# Pourquoi le nouveau mémo d'Anthropic fait trembler le monde de la tech

Dans un mémo publié récemment, on apprend que Claude rédige aujourd'hui plus de 80 % du code d'Anthropic, contre moins de 5 % avant février 2025. Les ingénieurs produisent huit fois plus de code qu'en 2024. D'après Marina Favaro et Jack Clark, co-auteurs du document, il se pourrait qu'un système d'IA capable de concevoir seul son successeur soit disponible plus tôt que la plupart des institutions ne le pensent.

Aujourd'hui, quand un ingénieur d'Anthropic doit résoudre un problème, il n'ouvre plus un éditeur de code. Il décrit ce qu'il veut à Claude, qui écrit, teste et lui soumet ses propositions. En dix-huit mois à peine, on est passé d'une poignée de pourcents de code signé Claude à plus de 80 %. Chaque ingénieur supervise désormais huit fois plus de code qu'il n'en produisait lui-même en 2024. L'IA d'Anthropic corrige désormais ses propres erreurs et surpasse parfois les chercheurs humains sur certaines décisions expérimentales.

En avril dernier, des agents Claude ont résolu en 800 heures cumulées un problème de recherche ouvert en sécurité de l'IA. Deux chercheurs humains, sur une semaine entière, en avaient récupéré 23 %. Sur les mêmes 800 heures, on arrive à 97 %.

**Claude dans la boucle de production**

Avant février 2025, un ingénieur d'Anthropic copiait-collait des fragments suggérés par Claude dans son éditeur. Aujourd'hui, on lui soumet un objectif, et on obtient du code sans intervention humaine entre les étapes. 76 % de réussite en mai 2026 sur les tâches les plus ouvertes, contre 26 % six mois plus tôt. Des dizaines de milliers de jobs d'entraînement hors service simultanément, quelques



lignes de texte transmises à Claude, et deux heures plus tard un ingénieur validait le correctif. Pour un humain travaillant seul, il aurait fallu deux à trois jours. Depuis début 2026, chaque modification soumise à la base de code d'Anthropic passe par une relecture automatisée, et cette analyse rétrospective a montré qu'un tiers des bugs à l'origine des incidents passés sur Claude auraient pu être détectés avant d'atteindre la production.

**De l'exécution au jugement scientifique**

Comme on l'a vu plus haut en avril der-

nière, Anthropic a publié les résultats d'un projet de recherche entièrement conduit par des agents Claude sur un problème ouvert de sécurité de l'IA. Deux chercheurs humains, en une semaine, avaient comblé 23 % de l'écart entre un superviseur faible et un modèle fort entraîné sur des réponses correctes.

Sur 800 heures cumulées et environ 16 300 euros de calcul, on arrive à 97 %. Les humains avaient choisi le problème et défini les critères. Pour le reste, les agents ont conçu chaque expérience eux-mêmes. Sur la capacité à optimiser du code d'entraînement, en mai 2025, Claude Opus 4

multipliait par 3 la vitesse du code de départ. Récemment, Mythos Preview multipliait par 52. Un chercheur humain compétent plafonne à 4, en quatre à huit heures de travail.

En dehors du facteur temps, ces résultats ont un effet important sur l'organisation du travail chez Anthropic. Claude génère du code plus vite que les ingénieurs ne peuvent le relire, et la relecture humaine ralentit désormais toute la chaîne.

Des agents ont corrigé en autonomie plus de 800 erreurs d'API, réduisant une classe d'incidents par un facteur mille. Selon un ingénieur, un humain aurait eu besoin de quatre ans pour accomplir ce travail.

Mais, comme l'estiment Marina Favaro et Jack Clark, la trajectoire peut encore bifurquer.

Les capacités des modèles pourraient plafonner et les outils actuels se diffuser dans l'économie sans franchir de nouveau seuil. Les humains pourraient aussi garder la main sur les orientations de recherche pendant que l'exécution s'automatise davantage. Ou bien un système d'IA entraîne seul son successeur, et le rythme de progression ne dépend plus que de la puissance de calcul disponible.

En attendant, avec Project Glasswing, Mythos Preview a détecté plus de dix mille vulnérabilités critiques en quelques semaines, dont un bug vieux de 27 ans dans OpenBSD.

## Valve confirme que Steam Machine et Steam Frame sont prévus pour cet été

Alors que de plus en plus de questions se posent autour de la pertinence même d'une Steam Machine au tarif forcément lié à l'inflation généralisée, Valve reste droit dans ses bottes. Valve publie une mise à jour liée à son programme de compatibilité Verified pour la Steam Machine et le Steam Frame en mode autonome et en profite pour glisser une confirmation quant à la fenêtre de lancement de ces deux appareils pour le moins attendus. Annoncés en fin d'année dernière, novembre pour être exact, Steam Controller, Steam Frame et Steam Machine doivent compléter la

liste de matériels que Valve propose à son catalogue en plus du Steam Deck.

**Toujours la grande inconnue du prix !**

Justement, c'est ce Steam Deck – ou plutôt sa dernière annonce – qui a semé le trouble dans la tête de nombreux joueurs qui attendaient de voir la Steam Machine. En effet, alors que Valve s'est toujours gardé de donner la moindre indication de prix – en dehors d'un très vague « au niveau de ce que l'on trouve sur le marché PC » – l'augmentation du Steam Deck a fait jaser. Après des semaines de ruptures de stock, le Steam Deck est donc revenu sur la bou-



tique de Valve le 28 mai dernier. Hélas, il n'était plus question de 569 euros pour la

37 % et 35 % ses deux versions, pour atteindre 779 euros et 919 euros. Difficile de parler de machines accessibles.

**Une sortie « cet été »**

Se pose donc une fois encore la question du prix de la Steam Machine, qui doit être un mini-PC accessible à mettre en place dans le salon : si son prix devait approcher le millier d'euros, son positionnement serait plus compliqué. Valve n'a pas encore commenté les dizaines de débats qui ont fleuri depuis le retour en stock du Steam Deck. En revanche, une mise à jour du programme de compatibilité

Verified pour la Steam Machine et le Steam Frame a été publiée. Un programme qui doit logiquement venir aider les futurs acheteurs à savoir si tel ou tel jeu sera bien compatible avec l'une ou l'autre des deux machines.

Le mini-PC et le casque de réalité virtuelle devaient initialement sortir au cours du premier semestre 2026. Un timing qui semble impossible à tenir pour Valve alors que la mi-juin approche à grands pas. Sans surprise, Valve ne donne plus ce créneau et parle maintenant d'une sortie « cet été », ce qui nous conduit jusqu'au 20 septembre prochain.

## Brèves

**Meta assouplit un peu le tracking des salariés**

En avril dernier, Reuters évoquait la mise en place par Meta d'un outil sur les PC des salariés américains pour suivre les mouvements de souris, les clics, les frappes au clavier et l'activité à l'écran afin de former des agents IA en condition réelle. L'entreprise

avait précisé que les informations ne seraient pas utilisées pour les évaluations de performance et seraient strictement réservées à l'entraînement des LLM. Face une fronde interne, Meta a assoupli sa politique en mettant en place une sorte de « droit à la déconnexion » de cet outil de surveillance. Les salariés disposeront d'une pause de 30 minutes sans tracking de leurs activités. Par ailleurs, la société veut optimiser son outil de

surveillance, plusieurs collaborateurs se sont plaints de ralentissement sur leur terminal.

**Pas d'IPO pour Databricks en 2026**

A l'occasion d'un entretien avec Bloomberg TV, Ali Ghodsi, le co-fondateur et CEO de Databricks, a indiqué qu'il envisageait une

entrée en bourse à terme, mais qu'il considérait 2026 comme une année peu propice à une telle opération. Le dirigeant a évoqué les prochaines grandes introductions en bourse comme SpaceX, Anthropic ou OpenAI. En attendant des meilleurs auspices boursiers, le spécialiste du data store a levé 4 Md\$ à la fin 2025 et a obtenu une capacité d'emprunt de 2 Md\$ en février dernier. La société est valorisée à 134 Md\$.

## OMODA 9

# Un SUV hybride rechargeable 30 % moins cher qu'un Mercedes équivalent...

Un SUV familial luxueux capable de couvrir 145 km en électrique et de délivrer jusqu'à 537 ch en hybride pour moins de 50 000 €, ça vous dit ? Alors il va falloir faire confiance à ce nouveau modèle chinois, concurrent notamment du Peugeot 5008 et même... du Mercedes GLC. Explications...

En oui, encore une énième marque chinoise... embryonnaire chez nous mais qui pourtant, éveille la curiosité, à en croire les têtes qui se retournent au passage de notre Omoda 9... Si, si, on vous assure ! Il faut dire que le véhicule appartient à un groupe réputé de l'empire du Milieu, en l'occurrence Chery.

En outre, il a de l'allure, avec sa lunette arrière très inclinée, ses montants arrière noirs laqués qui donnent l'impression que le pavillon est suspendu, ses poignées escamotables qui épurent les flancs, ses grandes jantes 20 bâtons, et ses panneaux de carrosserie finement alignés qui témoignent du sérieux de sa fabrication. La peinture gris mat, tout à fait tendance, contribue également à sa tenue BCBG.

Le premier véhicule de la marque distribué sur notre territoire est d'autant plus attractif qu'il affiche des prestations élevées à prix cassé. Imaginez : pour 49 990 €, soit le prix d'un Toyota Rav4 hybride classique, l'Omoda 9 propose un système rechargeable qui promet non seulement de rouler en tout électrique sur 145 km, mais également... 537 ch quand le moteur thermique entre en action !

Plus déroutant encore : pour ce prix, vous disposez d'un équipement digne d'une marque haut de gamme avec une sellerie cuir étendue, des sièges électriques, chauffants, massants et ventilés, le toit ouvrant panoramique, les jantes 20 pouces, et un système audio à 14 haut-parleurs (peu puissant hélas), entre autres.

Alléchant, même s'il faut s'acquitter d'un malus au poids de 10 130 €, du moins pour les familles ayant moins de trois enfants à charge. La rançon de l'autonomie électrique élevée, qui passe forcément par une grosse et lourde batterie. Un Mercedes GLC équivalent (300 e Hybrid 4MATIC) est tout aussi taxé, avec par conséquent un tarif final avoisinant 85 000 €. Même à 60 000 € « tout compris », l'Omoda 9 conserve donc un rapport prix-prestations imbattable. D'autant qu'il est garanti 7 ans ou 150 000 km (8 ans ou 160 000 km pour les composants de la motorisation électrique). Mieux, il ne déçoit pas en termes de qualité perçue, avec un mobilier de belle facture et des matériaux chics, notamment de la suédine au plafond.

Et à défaut d'être faciles à utiliser, les écrans réagissent rapidement. Enfin, la place ne manque pas, tant dans l'habitacle que dans le coffre, annoncé à 660 litres. Reste à savoir si la motorisation hybride tient ses promesses. Bémol de taille toutefois : le manque de notoriété de la marque pour l'instant laisse forcément planer un doute sur la valeur résiduelle de l'auto, du moins pour ceux qui préfèrent l'achat à la location longue durée, qui s'affiche compétitive à 599 € TTC/mois sans apport pour 48 mois et 40 000 km (comptez plus de 1 000 € pour le Mercedes aux mêmes conditions)...

## 2. Au volant de l'Omoda 9 : une belle autonomie électrique, et de la douceur en hybride...

La prise en main de l'Omoda 9 est enfantine : il suffit de s'installer au volant pied sur le frein pour mettre le contact, et de placer le commodo de transmission vers l'avant ou l'arrière pour se mouvoir, à condition d'avoir préalablement bouclé sa ceinture :



pas toujours pratique quand on a simplement une manœuvre de stationnement à réaliser dans sa cour, mais la marque aurait prévu de désactiver cette sécurité ultérieurement. Profitant d'une grosse batterie de 34,5 kWh

située sous l'habitacle, l'auto promet 145 km en tout électrique et s'élance avec une grande douceur, l'accélérateur se montrant facile à doser. Le témoin de flux d'énergie indique que seul le moteur électrique arrière de 238 ch entre en action sur les pre-

miers mètres en mode normal. Ses homologues avant de 102 et 122 ch sont mobilisés quand on sélectionne les modes sport ou tout-terrain ou quand on appuie plus fortement sur la pédale de droite.

## Usine à gaz transparente...

Avec 11 combinaisons de rapports de boîte possibles avec les différents moteurs, la chaîne de traction détermine automatiquement quels moteurs doivent fonctionner selon les situations. Un système complexe en théorie (voir détails dans l'encadré Point Techno en page équipement), mais transparent dans la pratique pour les occupants qui apprécient à la fois son extrême douceur (aucun à-coup) et son silence de fonctionnement, le quatre cylindres 1.5 turbo essence à cycle Miller (gage d'un rendement énergétique exemplaire) faisant preuve de peps et d'un agrément remarquable. Dommage que l'ensemble accuse un temps de réponse d'une bonne seconde lors des relances.

Si la sensation de poussée en mode hybride parallèle n'est pas à la hauteur des 537 ch affichés, elle accorde la thèse d'un 0 à 100 km/h exécuté en seulement 4s9, du moins batterie pleine. À ce sujet, il est possible de se brancher sur une borne rapide en courant continu pour récupérer rapidement les performances maxi et de l'autonomie électrique. Les 75 kW maxi nous ont permis de repasser de 20 à 80 % en 24 minutes. Si la consommation de carburant oscille entre 5 et 6 l/100 km sur route, elle dépasse hélas les 8,5 l/100 km sur autoroute. Le lot de nombreux SUV hybrides de ce gabarit...

Côté comportement, l'Omoda 9 s'apprécie davantage pour son confort que pour son dynamisme : l'amortissement pneumatique fait son maximum pour filtrer les bosses tout en limitant le roulis, mais les 2 270 kg ont rapidement raison des pneus Continental EcoContact 7 (d'une largeur de 245 mm), le train avant peinant à s'inscrire et à trouver du grip, même sur un revêtement sec. Cela dit, l'arrière stable rassure lors des manœuvres d'urgence. Du reste, un SUV de cet acabit s'emmène plutôt en bon père de famille. Cela posé, les marques « historiques » conservent une belle avance en matière de sensations de conduite. Heureusement pour elles, mais cela risque de ne pas durer...

## 3. L'équipement de l'Omoda 9 : luxueux d'office !

L'équipement intègre d'office 20 systèmes d'aides à la conduite (conduite semi-autonome, alertes en tout genre avec freinage automatique), 8 airbags, les aides au stationnement avant et arrière avec stationnement automatique (APA), une caméra 540°, des phares Full-LED, des jantes alliage 20 pouces, et des vitres arrière surteintées. À bord : sellerie cuir complète, sièges avant chauffants, ventilés et massants, sièges arrière chauffants et ventilés inclinables électriquement, volant chauffant avec réglage électrique, climatisation auto, toit ouvrant panoramique et vitrage acoustique, combiné d'instruments 12,3", écran central 12,3", fffichage tête haute, Apple CarPlay et Android Auto sans fil, chargeur à induction 50 W et système audio SONY à 14 haut-parleurs.

Mots fléchés

Écoles Professeurs des écoles		Hirondelles de mer Canal entre la mer rouge et la Méditerranée		Chanteur de Police		Travail forcé Liaisons intimes		Département français		Considération Se bidonner		Grenelai	
												Édifices religieux	
Auteur du juif errant Retrancher				Fille de Cadmos				Billot d'acier sur les quais Astucieuses					
				Nickel			Éthéré Arturo de Bertold Brecht						
Personnage crée par Goscinny et Tabary Puis									Prénom féminin Rivière suisse				
		Radieuse		Île italienne	Instrument de musique marocain					Panicule			
Républiques socialistes Fin de messe					Pluriel de leu		Groupe terroriste en Algérie				En ce lieu		Impression
			Aluminium			Titre d'honneur chez les anglais				Près de Sciences du blason			
Département français Style musical						Personne en surpoids	Conjoncture		Femelle du lapin de garenne Sage				
			Circonscription ecclésiastique									Père de Thésée	Lettre grecque
Sur une plaque des Pays-Bas Alcaloïdes			Sillon anatomique		Tablèrent Percée								
								Présentateur de la télévision française Atome					
Rappliquée	Pataugés Résiliant						Commune de la Haute-Vienne						Dit quand l'enfant a faim
							Boursouffure Tranchées						
Contestée Cycles					Béryllium	Petite route			Dénué d'intelligence			Indium	
			Elle a sa baie des anges	Céréale Longue période					Occupation illégale				
Lichen Transparent						Ruminant d'Afrique Déambule					Belle fleur		Anneau de cordage
					Devant Paso au Texas Pronom personnel			Aboutissement Sélénium					
Aïeux Pilier									Crépuscule Scandium				
				Commencements						Il peut être d'entrée			
Equerre		Elles jacassent						Pour faire son beurre					

## ACCIDENT DE LA ROUTE

### 10 morts et 242 blessés en 24 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 242 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Saïda, avec 3 décès et 3 blessés, suite à une collision entre deux véhicules sur la route nationale RN 92, au lieu-dit Daya El Zarakat, dans la commune Ain Sakhouna, précise la même source. Deux autres personnes sont décédées après avoir été heurtées par un camion sur l'autoroute Est-Ouest, au lieu-dit El Hassania au niveau du chef-lieu de wilaya de Chlef.



## CONSEIL DES MINISTRES

### Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le secteur des mines, les préparatifs de la saison estivale et le bilan final de l'opération d'acquisition et de distribution des moutons de l'Aïd, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur le suivi de l'extension et du raccordement des stations et des zones industrielles à la ligne minière stratégique Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, les préparatifs de la saison estivale et les dispositions d'accueil de la communauté nationale à l'étranger, l'examen du bilan final de l'opération d'acquisition et de distribution des moutons de l'Aïd au profit des citoyens, ainsi que sur le suivi du renforcement des mécanismes de contrôle des produits destinés à la consommation et le développement des capacités des laboratoires", lit-on dans le communiqué.

APS

## ROUTE TRANSSAHARIENNE

### Alger accueille à partir d'aujourd'hui les travaux de la 77e session du Comité de liaison

Alger abritera, lundi et mardi, les travaux de la 77e session du Comité de liaison de la Route Transsaharienne (CLRT) qui seront axés notamment sur les perspectives de transformation de cette route panafricaine en corridor économique contribuant au développement et à l'intégration économiques entre les six pays traversés par cette infrastructure routière.

Cette réunion qui sera ouverte par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, verra la participation de représentants des pays concernés par cette route stratégique, à savoir la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Tchad, ainsi que des institutions financières nationales et internationales, en présence des ambassadeurs des pays membres du CLRT.

Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général du CLRT, Mohamed Ould Mohamedi a souligné l'importance de cette réunion bi-annuelle au cours de laquelle il est prévu la présentation de la situation d'avancement de la route Transsaharienne par pays, réalisé à plus de 90%, et la présentation du plan d'action du CLRT, bilan et perspectives.

"Conçu dans une logique d'intégration économique continentale, le projet de corridor le long de la Transsaharienne Alger-Lagos sur près de 10.000 Km, vise à valoriser cette infrastructure de transport, via la facilitation du transit, du transport, du commerce et la génération d'investissements", explique M. Ould Mohamedi.

Par ailleurs, le même responsable rappelle le rôle de l'Algérie dans la mise en oeuvre de cette route continentale, citant les prémices de la Route Transsaharienne initiée par l'Algérie à la fin des années 1960 sous le nom de "Route de l'Unité africaine".

Selon M. Ould Mohamedi, la route est composée d'un axe routier principal qui s'étend sur 4.500 km d'Alger à Lagos, lié à d'autres ramifications de Ghardaïa à Tunis (2.000 km), de Bamako à Tamanrasset (2.500 km) et de Zinder (Niger) à Ndjamen (2.200km).

Synthèse R.E.

## BAC 2026

### Les préparatifs de l'examen menés en mode "zéro papier"

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a indiqué, hier depuis la wilaya de Tizi Ouzou, que le processus de préparation de l'examen du baccalauréat a été mené en mode "zéro papier", citant les efforts consentis par le secteur pour concrétiser l'opération de numérisation.

Lors d'une conférence de presse animée après avoir donné le coup d'envoi des épreuves du baccalauréat (session juin 2026) au centre d'examen du lycée "Colonel Amirouche" (Tizi-Ouzou), M. Sadaoui a souligné que le secteur de l'Education nationale "a franchi une étape importante dans l'opération de numérisation".

Il a précisé que la préparation de cet examen ainsi que celle du concours de recrutement ont été menées selon la politique "zéro papier", ce qui s'inscrit dans le cadre de "la stratégie nationale de transformation numérique et de l'interconnexion entre secteurs".

Le secteur œuvre, en coordination avec les différents partenaires, "à assurer les conditions adéquates pour le bon déroulement de cet examen", a indiqué le ministre, ajoutant que "toutes les dispositions ont été prises pour équiper les centres d'examen en systèmes de climatisation, notamment ceux situés dans les régions du Sud".

En consécration du principe d'égalité des chances, le ministre a mis en avant l'attachement de ses services "à prendre toutes les dispositions susceptibles d'empêcher l'utilisation de tout moyen

pouvant enfreindre ce principe", soulignant que "ces mesures évoluent d'année en année, l'opération de blocage des réseaux sociaux qui avait englobé, l'année dernière, les centres d'examen et leur environnement, se limitant cette année uniquement aux centres d'examen".

M. Sadaoui a ajouté que "toutes les mesures ont été prises pour lutter contre toute tentative de fraude", saluant "la hausse du niveau de conscience" dans ce volet. Cette évolution s'est notamment traduite par "la disparition des perturbations qui affectaient auparavant les réseaux sociaux à la veille de chaque examen, à travers la diffusion de faux sujets qui déstabilisaient les candidats et nuisaient à leur concentration", a-t-il dit.

Il a rappelé que le secteur veille à garantir à l'ensemble des candidats le déroulement de cet examen décisif dans les meilleures conditions, notamment les personnes aux besoins spécifiques, les malades ainsi que les candidats des établissements pénitentiaires, à travers la prise "de mesures adaptées à chaque catégorie".

Par ailleurs, le ministre a salué l'élan de solidarité qui caractérise la période des épreuves du baccalauréat, tant de la part des institutions que des particuliers, afin d'assurer aux candidats toutes les conditions de confort et de sérénité. Dans l'objectif de hisser le niveau des résultats, le ministre a appelé les Directions de l'éducation à "conclure des conventions de jumelage entre elles,

permettant le partage d'expertises entre les associations de parents d'élèves et la famille éducative", estimant qu'il s'agit "d'une mission nationale dont la responsabilité incombe à tous".

M. Sadaoui a également saisi cette occasion pour saluer les résultats positifs enregistrés par le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tizi Ouzou, exhortant la famille éducative à poursuivre les efforts consentis en "s'inspirant des modèles pionniers".

Concernant l'allègement des programmes, le ministre a affirmé que le secteur "veille à la qualité des programmes et des connaissances dispensées aux élèves, notamment dans certaines matières nécessitant une actualisation de certains cours, tout en s'orientant vers l'élargissement des activités culturelles et sportives encadrées par des spécialistes".

S'agissant du dossier des enseignants contractuels, M. Sadaoui a précisé que ces derniers "ont eu l'opportunité de participer au concours de recrutement organisé récemment, avec prise en compte de leur expérience professionnelle".

Quant à la question de la surcharge des classes dans les établissements scolaires, le ministre de l'Education nationale a indiqué que le budget du ministère "connaît une augmentation d'année en année", une part importante étant consacrée au "soutien de l'investissement dans les infrastructures éducatives".

## SALON AFRICAIN DES AFFAIRES 2026

### Volonté de renforcer le partenariat et la coopération intra-africaine

Les opérateurs économiques participant à la 4e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026) ont exprimé, dimanche à Alger, leur volonté d'intensifier le partenariat et la coopération intra-africaine, ainsi que de tirer profit des ressources disponibles et des incitations accordées dans les différents pays du continent.

Dans des déclarations à la presse en marge du Salon, des participants ont estimé que cette manifestation constituait un jalon essentiel pour faire connaître les différents produits africains conformes aux normes internationales et jeter des passerelles de communication entre les entreprises exposantes, permettant ainsi de nouer des partenariats futurs, notamment avec des entreprises algériennes, afin de fournir différents produits à moindre coût et d'accroître le volume des échanges interafricains.

Dans ce cadre, le PDG de "Bejaïa Liège", filiale du Groupe Génie Rural (GGR) relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yahia Aït Ouali, a mis en avant les potentialités et la grande expérience de l'entreprise dans le domaine de la valorisation du liège, ce qui lui a permis de s'ouvrir sur des marchés extérieurs à l'instar de l'Espagne, de l'Italie, de la Belgique, de la Russie et, prochainement, du Portugal, tout en affichant l'ambition d'accéder aux marchés africains. Il a ajouté, dans ce sens, que la participation à ce salon représentait une opportunité pour faire connaître différents produits amis de l'environnement, ce qui est de nature à contribuer à l'ouverture des portes des marchés continentaux, conformément aux orientations des autorités publiques visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures et à

s'orienter vers les marchés africains. De son côté, l'entreprise "Chopa Kids", spécialisée dans la fabrication de confiserie pour enfants, sise à Sétif, table sur la mise en valeur de ses capacités et de ses potentialités pour conquérir des parts de marché sur le continent africain selon les normes en vigueur, a affirmé le représentant de l'entreprise, Mohamed Akram Bouabdallah, qui a fait état de négociations préliminaires engagées lors de ce salon avec plusieurs entreprises africaines issues notamment de Tunisie, d'Egypte, du Gabon et de Côte d'Ivoire.

Il a également révélé que l'entreprise aspirait à tisser des partenariats avec des entreprises exposantes pour fournir différents produits à des coûts compétitifs, particulièrement après l'intérêt manifesté par ces dernières pour les produits de la marque.

Synthèse R.E.